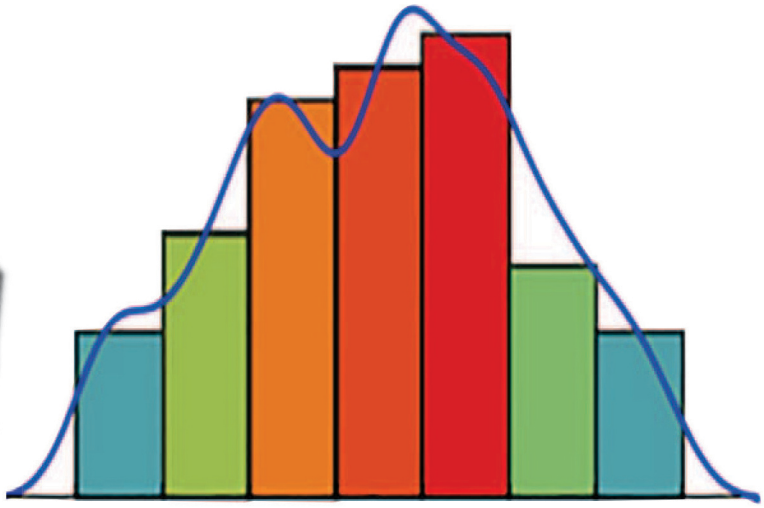
Note de Conjoncture Economique

N° 58, juin 2025

UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU MINISTERE DES FINANCES



4ème Trimestre 2024

MINISTERE DES FINANCES
SECRETARIAT GENERAL
DIVISION DE LA PREVISION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DU QUATRIEME TRIMESTRE 2024

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS 5
VUE D'ENSEMBLE 6
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 9
SECTEUR REEL 15
SECTEUR EXTERIEUR 23
FINANCES PUBLIQUES 31
SITUATION MONETAIRE 38
INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES 41
COMITE DE REDACTION 44

SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CSPH : Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures

DGD : Direction Générale des Douanes

DP : Division de la Prévision

FMI : Fonds Monétaire International

IS : Impôts sur les Sociétés

LB : Livre anglaise

MINFI : Ministère des Finances

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement

PNT : Position Nette du Trésor

SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TSPP : Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VUE D'ENSEMBLE

Environnement économique international

Au quatrième trimestre 2024, la conjoncture économique internationale est principalement marquée par la persistance des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine et l'incertitude entourant les mesures tarifaires annoncées par l'administration américaine.

Dans le groupe des pays avancés et selon l'OCDE, l'on enregistre un ralentissement de l'activité aux Etats-Unis (0,6% après 0,8% au troisième trimestre 2023) et une stagnation dans la zone euro (0,0% après 0,3%). Dans les pays émergents et en développement, une accélération est observée en Chine (+1,6% après +1,3%) et en Inde (+1,6% après +1,4%). En revanche la croissance reste stable en Afrique du Sud et se contracte au Brésil (-0,2% contre +0,3%).

Sur l'ensemble de l'année et selon le FMI, la croissance mondiale est estimée à 3,3% comme en 2023. La croissance s'accélère dans le groupe des pays avancés (+1,8% après +1,7% en 2023), mais ralentit dans celui des pays émergents et en développement (+4,3% après +4,4%). Pour le cas particulier de l'Afrique subsaharienne, la croissance est estimée à 4,2% après 3,6% en 2023. Dans la zone CEMAC, la croissance ralentit à 2,4% après 2,5% en 2023.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale passe de 6,7% en 2023 à 5,9% en 2024. Ce ralentissement est enregistré, tant dans le groupe des pays avancés (+2,6% après +3,1%) que dans celui des pays émergents et en développement (+7,7% après +8,1%). En Afrique subsaharienne, l'inflation est estimée à 18,3% après 17,6%. Dans la zone CEMAC, l'inflation est évaluée à 3,9% après 5,1% en 2023.

Concernant les matières premières, l'indice global des prix des principaux produits d'exportation du Cameroun recule de 2,9% par rapport au trimestre précédent. Les cours du gaz naturel liquéfié, du cacao brut, du caoutchouc, du café, des bois bruts, de l'aluminium brut et du minerai de fer sont en hausse. En revanche, les prix du pétrole brut, de la banane, des bois sciés et du plomb brut enregistrent un repli. En particulier, le cours du pétrole brut baisse de 6,7% par rapport au troisième trimestre 2024 et 9,8% en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année 2024, les cours du pétrole reculent de 2,4% par rapport à l'année précédente, s'établissant en moyenne à 80,5 dollars le baril.

Secteur réel

Au quatrième trimestre 2024, l'économie nationale est principalement marquée par les festivités de fin d'année. Le chiffre d'affaires progresse de 9,8% par rapport au trimestre précédent. Par secteur d'activité, le chiffre d'affaires croît de 8,7% dans le secteur primaire, de 4,8% dans le secondaire et de 13,7% dans le tertiaire.

Au terme de l'année, la croissance économique s'accélère à 3,5% après 3,2% en 2023. Cette dynamique est observable dans le secteur primaire (+3,5% après +2,2% en 2023) et dans le

tertiaire (+4,5% après +3,9%). En revanche, la croissance décélère dans le secteur secondaire (+1,2% après +2,3%), en lien avec la contre-performance des hydrocarbures.

Prix

Au quatrième trimestre 2024, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 1,2% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des prix de la plupart des postes de consommation notamment, les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,2%) et les « transports » (+1,2%).

Sur l'ensemble de l'année 2024, l'inflation s'élève à 4,5%, marquant un ralentissement de 2,9 points par rapport à 2023. Elle demeure alimentée par la hausse des prix des produits alimentaires (+5,5%) et des coûts de transport (+12,3%).

Secteur extérieur

Au quatrième trimestre 2024, le déficit du compte courant s'établit à 131,2 milliards et se réduit de 89,2 milliards en glissement annuel, en raison principalement de l'amélioration des soldes des biens et des services. Le déficit des revenus primaires s'aggrave et l'excédent des revenus secondaires s'accroît. Les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 320,1 milliards contre 360,6 milliards au quatrième trimestre 2023.

Concernant spécifiquement les échanges de biens, le déficit de la balance commerciale se situe à 287,7 milliards au quatrième trimestre 2024 et se réduit de 55,9 milliards en glissement annuel. Cette évolution s'explique par la hausse de 382,5 milliards des exportations et de 120,0 milliards des importations. Le taux de couverture s'améliore de 34,8 points pour se situer à 68,9%. Sur l'ensemble de l'année 2024 et par rapport à 2023, le déficit commercial se réduit de 243,1 milliards pour se situer à 1 760,9 milliards. Le taux de couverture s'améliore de 4,9 points de pourcentage pour s'établir à 64,8%.

Finances publiques

Au cours du quatrième trimestre 2024, les ressources budgétaires totales recouvrées s'élèvent à 1 610,7 milliards, en diminution de 144,9 milliards en glissement annuel. Elles comprennent 1 452,8 milliards de recettes internes et 157,9 milliards d'emprunts et dons.

Les dépenses budgétaires totales, base ordonnancements, effectuées s'élèvent à 2 145,1 milliards, en augmentation de 13,9%. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 1 316,0 milliards, en augmentation de 12,6%. Les dépenses d'investissements croissent de 29,3% et se chiffrent à 563 milliards.

Le service de la dette publique est de 458,4 milliards, en augmentation de 82,4 milliards. Il se décompose en 177,3 milliards de service de la dette extérieure et 281,1 milliards de la dette intérieure.

Au terme de l'exercice 2024, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 6 246,8 milliards, en hausse de 356,6 milliards par rapport à la même période de 2023. Cette hausse est principalement attribuable aux recettes fiscales qui augmentent de 318,2 milliards pour s'établir à 3 962,8 milliards.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 7 060,5 milliards contre 6 715,7 milliards en 2023, soit une hausse de 344,8 milliards. Les dépenses courantes hors

intérêts augmentent de 132,6 milliards et se situent à 3 789,8 milliards. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 326,4 milliards à fin décembre 2024 contre 1 117,8 milliards à fin décembre 2023.

Le service effectif de la dette publique augmente de 20,6 milliards (+1,1%) comparativement à fin décembre 2023, et s'établit à 1 944,3 milliards. Il est constitué de 858,5 milliards de dette extérieure et 1 085,8 milliards de dette intérieure.

Situation monétaire

A fin décembre 2024, les avoirs extérieurs nets s'élèvent à 1 753,3 milliards, en hausse de 9,2% en glissement annuel. Le crédit intérieur augmente de 7,3% pour s'établir à 8 309,3 milliards. Reflétant ces évolutions, la masse monétaire progresse de 9,8% pour se chiffrer à 9 104,9 milliards.

Par rapport à septembre 2024, la masse monétaire croît de 6,1% consécutivement à une hausse de 5,2% des avoirs extérieurs nets et de 6,1% du crédit intérieur.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Croissance et prix

Au quatrième trimestre 2024, l'activité économique mondiale s'est déroulée dans un contexte marqué par : (i) la persistance des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine ; (ii) le recul de l'inflation dans les principales économies ; (iii) les nouvelles mesures tarifaires annoncées par le Président américain Donald Trump et les incertitudes entourant la montée des tensions commerciales. Selon l'OCDE, les évolutions sont contrastées, aussi bien dans le groupe des *pays avancés* que dans celui des *pays émergents et pays en développement*.

Dans le groupe des pays avancés, le PIB ralentit à 0,4% après 0,5% au troisième trimestre 2024. **Aux Etats-Unis,** l'activité économique décélère à 0,6% après 0,8% au trimestre précédent. Cette décélération est liée à la contraction de l'investissement (-2,2% contre +4,0%) et des exportations (-0,2% contre 2,3%) ainsi qu'à un important déstockage. En revanche, la consommation des ménages a enregistré une accélération (+4,2 % après +2,8 %), soutenue par la résilience du marché du travail et le ralentissement de l'inflation.

Dans la zone euro, le PIB stagne après avoir enregistré une croissance de 0,3% au trimestre précédent. Dans les principales économies de la zone, l'on a enregistré une contraction en Allemagne (-0,2% contre +0,1%) et en France (-0,1% contre +0,4%) ; un ralentissement en Belgique (+0,2% après +0,3%) et une stabilité en Italie (0,0%) et en Espagne (+0,8%). En revanche, le Portugal a connu une accélération de sa croissance économique (+1,5% après +0,3%).

Au Royaume-Uni, la croissance passe de 0,1% à 0,2%. Elle est tirée principalement par la hausse de la consommation des ménages, elle-même soutenue par les gains de pouvoir d'achat résultant du ralentissement de l'inflation. **Au Canada,** la croissance s'accélère à 0,4% après 0,3%, tirée par la consommation finale des ménages, l'investissement des entreprises et les exportations nettes. Par contre, les stocks des entreprises ont connu une baisse. **Au Japon,** le PIB progresse de 0,7% après 0,4% au troisième trimestre 2024, en lien avec une augmentation des exportations (+1,1%) et une contraction des importations (-2,1%). Quant à la consommation privée, elle ralentit fortement, en raison du niveau élevé de l'inflation et des coûts d'emprunt.

Dans les pays émergents et en développement, l'on enregistre : (i) une accélération de la croissance en Chine (+1,6% après +1,3%) et en Inde (+1,6% après +1,4%) ; (ii) une reprise en Turquie (+1,7% contre -0,1%) et une stabilité en Afrique du Sud (+0,9%) et en Corée du Sud (+0,1%). A l'inverse, l'on note une contraction au Mexique (-0,6% contre +0,9%) et au Brésil (-0,2% contre +0,3%).

Sur l'ensemble de l'année et selon le FMI (avril 2025), la croissance de l'économie mondiale est estimée à 3,3% en 2024 et devrait ralentir à 2,8% en 2025. Dans le groupe des **pays avancés**, la croissance est estimée à 1,8% en 2024 et 1,4% en 2025. Dans celui des **pays émergents et en développement,** elle est évaluée à 4,3% et 3,7% respectivement.

Aux Etats-Unis, l'activité économique est estimée à 2,8% en 2024 et devrait décélérer à 1,8% en 2025, en lien avec la montée des tensions commerciales et le fléchissement de la demande dus notamment aux incertitudes accrues qui entourent l'action des pouvoirs publics. **En zone euro**, la croissance est estimée à 0,9% en 2024 et 0,8% en 2025. Dans les principales

économies de la zone, elle est estimée à : (i) -0,2% en 2024 et 0,0% en 2025 en Allemagne ; (ii) 1,1% et 0,6% en France ; (iii) 0,7% et 0,4% en Italie ; et (iv) 5,5% et 5,2% en Espagne. **Dans les autres pays développés**, la croissance est estimée à : (i) 0,1% en 2024 et 0,6% en 2025 au Japon ; 1,5% et 1,4% au Canada ; 1,1% en 2024 et 2025 au Royaume-Uni.

Dans les **pays émergents et en développement,** la croissance est estimée à 5,0% en 2024 et 4,0% en 2025 en Chine ; 6,5% et 6,2% en Inde ; 3,4% et 2,0% au Brésil ; 4,1% et 1,5% en Russie. En **Afrique subsaharienne,** elle est estimée à 4,2% en 2024 et 3,8% en 2025. Ce ralentissement serait principalement imputable aux turbulences de l'économie mondiale, illustrées par la baisse de la demande extérieure, la faiblesse des cours des produits de base et le resserrement des conditions financières. La croissance est estimée à 3,4% en 2024 et 3,0% en 2025 au Nigéria ; 0,6% et 1,0% en Afrique du Sud ; 6,3% et 5,7% en zone **UEMOA ;** 2,4% et 3,2% en zone **CEMAC**.

S'agissant **des prix, l'inflation** est estimée au plan mondial à 5,9% en 2024 et devrait ralentir à 4,3% en 2025. Elle est estimée à 2,6% et 2,5% **dans les pays avancés** et ; 7,7% et 5,5% **dans les pays émergents et en développement**. **En Afrique subsaharienne,** l'inflation est estimée à 18,3% en 2024 et 13,3% en 2025, avec notamment 33,2% et 26,5% au Nigéria ; 4,4% et 3,8% en Afrique du Sud ; 3,4% et 2,9% en zone **UEMOA ;** 3,9% et 3,2% en zone **CEMAC**.

Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, les cours moyens des principales matières premières exportées par le Cameroun affichent des évolutions contrastées. Les cours du gaz naturel liquéfié, du cacao brut, du caoutchouc, du café, des bois bruts, de l'aluminium brut et du minerai de fer sont en hausse, tandis que ceux du pétrole brut, de la banane, des bois sciés et du plomb brut enregistrent un repli. Dans ce contexte, **l'indice global** des prix des principaux produits d'exportation du Cameroun recule de 2,9%.

Produits énergétiques

Au quatrième trimestre 2024, l'indice des prix des produits énergétiques recule (-5,1%), prolongeant la tendance baissière observée au trimestre précédent (-4,5%). Ce repli s'explique principalement par la diminution du cours du pétrole brut qui baisse de 6,7% et s'établit à 74,5 dollars le baril, dans un environnement marqué par une offre excédentaire persistante sur le marché mondial et un affaiblissement de la demande, notamment en Chine. En glissement annuel, les cours du pétrole brut enregistrent une baisse de 9,8%. **Sur l'ensemble de l'année 2024,** les cours du pétrole reculent de 2,4% par rapport à l'année précédente, s'établissant en moyenne à 80,5 dollars le baril. Selon les prévisions de la Banque Mondiale, cette tendance baissière devrait se poursuivre, avec une diminution anticipée de 8,8% des prix du pétrole brut en 2025.

En revanche, les cours du Gaz Naturel Liquéfié (GNL) sont en augmentation de 18,0%, atteignant 13,4 dollars par million de BTU (British Termal Unit). Cette augmentation s'explique principalement par une réduction de l'offre mondiale, conséquence des perturbations d'approvisionnement liées aux conflits au Moyen-Orient et en Ukraine. En glissement annuel, les cours du GNL connaissent une augmentation de 5,0 %. **Sur l'ensemble de l'année 2024**, les cours moyen du GNL diminuent de 15,5% par rapport à l'année précédente. Ils devraient augmenter de 6,5% en 2025.

Produits non énergétiques

Produits agricoles

Au quatrième trimestre 2024, l'indice des prix des matières premières agricoles enregistre une progression de 2,8%, après un recul de 9,3% au trimestre précédent. Cette hausse s'explique par l'augmentation des cours de la plupart des principaux produits agricoles exportés, à l'exception de la banane, dont le cours a reculé. En glissement annuel, l'indice affiche une forte croissance (+ 64,9%), portée principalement par la flambée des prix du cacao.

En effet, les **cours du cacao brut** atteignent 8,8 dollars le kilogramme, en hausse de 2,9% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils enregistrent une progression de 64,9%, en raison principalement des conditions climatiques défavorables ayant perturbé la production en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux principaux pays producteurs. Sur l'ensemble de l'année 2024, les cours du cacao augmentent de 148,4% en moyenne par rapport à 2023, pour s'établir à 8,8 dollars le kilogramme. Cette embellie des prix a été plus bénéfique pour le Cameroun, où la production n'a pas baissé de façon significative (-1,0%). Selon les prévisions de la Banque Mondiale, les cours du cacao brut devraient baisser de 13,0% en 2025.

Les cours du coton brut s'établissent à 1,8 dollar le kilogramme et progressent de 0,6% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, ils enregistrent un repli de 14,0%, sous l'effet d'une hausse de l'offre mondiale, portée notamment par la reprise de la production au Brésil, aux Etats-Unis et en Australie, conjuguée à une diminution de la demande en provenance de la Chine et de l'Union européenne, deux importants bassins de consommation. Sur l'ensemble de l'année 2024, les prix du coton brut reculent de 8,2% en moyenne, pour s'établir à 1,9 dollar le kilogramme par rapport à l'année précédente. La Banque Mondiale anticipe une hausse modérée des cours, de l'ordre de 5,3%, en 2025.

L**es cours du caoutchouc brut** progressent de 11,6% pour atteindre 2,0 dollars le kilogramme. En glissement annuel, ils affichent une hausse marquée de 34,9%, portée par une demande soutenue de l'industrie automobile, notamment pour la fabrication de pneumatiques, ainsi que par une réduction de l'offre en provenance de Thaïlande et d'Indonésie. Sur l'ensemble de l'année 2024, les cours du caoutchouc enregistrent une augmentation moyenne de 26,6% par rapport à l'année précédente. Selon les prévisions de la Banque Mondiale, une hausse de 2,9% est attendue en 2025.

Les cours de la banane s'établissent à 0,9 dollar le kilogramme, en baisse de 10,7% par rapport au trimestre précédent et de 40,8% en glissement annuel, sous l'effet d'un repli de la demande mondiale. Sur l'ensemble de l'année 2024, les prix enregistrent une diminution moyenne de 22,8 % par rapport à l'année précédente. Selon la Banque Mondiale, cette tendance devrait se poursuivre en 2025, avec une baisse estimée à 3,8%.

Les cours du café arabica s'établissent à 6,8 dollars le kilogramme, en hausse de 16,1% par rapport au trimestre précédent. **Les cours du café robusta** enregistrent également une progression de 2,1%, atteignant 5,0 dollars le kilogramme. En glissement annuel, les cours du café arabica augmentent de 56,5%, tandis que ceux du robusta s'envolent de 81,9%. Ces évolutions s'expliquent principalement par la diminution de l'offre mondiale, liée à des conditions météorologiques défavorables dans les principaux pays producteurs, en particulier au Vietnam et au Brésil. Sur l'ensemble de l'année 2024, les cours moyens du café arabica

progressent de 24,0%, pour atteindre 5,6 dollars le kilogramme, et ceux du robusta de 68,5% atteignant 4,4 dollars le kilogramme. En 2025, les prix du café arabica devraient baisser de 8,3% et ceux du café robusta de 6,7%.

Les cours de l'huile de palme s'établissent à 1 096,4 dollars la tonne, en hausse de 22,2% par rapport au trimestre précédent et de 40,0% en glissement annuel. Cette progression des prix s'explique par un resserrement de l'offre, lié à une diminution des disponibilités chez les principaux producteurs d'Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie et la Malaisie. Sur l'ensemble de l'année 2024, le prix de l'huile de palme progresse de 10,1% par rapport à l'année 2023. Pour l'année 2025, la Banque Mondiale anticipe un repli des cours de l'ordre de 7,0%. En 2024, la production nationale d'huile de palme est de 179 587 tonnes pour une demande de 249 587 tonnes.

Produits forestiers

Au quatrième trimestre 2024, **l'indice des prix global des produits forestiers** recule de 1,0% par rapport au troisième trimestre. En glissement annuel, il enregistre une hausse de 2,6%.

Par produit, les cours affichent des évolutions contrastées. Les cours des **bois sciés** reculent de 1,4%, pour s'établir à 698,5 dollars le mètre cube, en lien avec une baisse de la demande mondiale. A l'inverse, les cours du **bois brut** progressent de 2,9%, atteignant 318,2 dollars le mètre cube. En glissement annuel, les prix des bois sciés augmentent de 3,2%, et ceux des bois bruts de 1,9%. Sur l'ensemble de l'année 2024, les cours des bois sciés s'accroissent de 2,8%, contre une progression plus modérée de 0,8% pour les bois bruts par rapport à l'année précédente. Pour 2025, la Banque Mondiale anticipe une hausse des prix de 2,6% pour le bois brut et de 1,4% pour les bois sciés.

Métaux et minerais

Au quatrième trimestre 2024, **l'indice des prix des principaux métaux et minerais** exportés par le Cameroun progresse de 5,3% par rapport au trimestre précédent et affiche une hausse de 12,0% en glissement annuel. Les cours de **l'aluminium brut** progressent de 7,9%, pour s'établir à 2 572,6 dollars la tonne. Cette hausse est portée par une augmentation de la demande mondiale, notamment dans les secteurs de l'automobile et de la construction. En glissement annuel, les cours de l'aluminium enregistrent une progression de 17,5%. Sur l'ensemble de l'année 2024, ils affichent une hausse moyenne de 7,5% par rapport à l'année précédente, et devraient connaître une augmentation de 1,0% en 2025, selon la Banque Mondiale.

Dans le même temps, les cours du **minerai de fer** augmentent de 1,5% pour atteindre 101,4 dollars la tonne. Toutefois, en glissement annuel, ils reculent de 21,5%, en lien avec la baisse de la demande mondiale, conséquence du ralentissement de l'économie chinoise, affectée par les difficultés persistantes du secteur immobilier et la baisse de la production d'acier, principal débouché de ce minerai. Sur l'ensemble de l'année 2024, les cours **du minerai de fer** diminuent de 9,3% par rapport à l'année précédente, et une nouvelle baisse de 12,0% est anticipée en 2025.

Pour ce qui est du **plomb**, les cours s'établissent à 2 004,6 dollars la tonne, en baisse de 1,8% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les cours diminuent de 5,4%. Sur

l'ensemble de l'année 2024, ils enregistrent un repli de 3,0% par rapport à l'année 2023, et devraient encore baisser de 2,4% en 2025, d'après les prévisions de la Banque Mondiale.

Tableau 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées

Périodes	4ème trim. 2023	3ème trim. 2024	4ème trim. 2024	Variations (en %) trimestrielles		Variations annuelles (en %)	
Libellés	**a**	**b**	**c**	**c/a**	**c/b**	**2024**	**2025***
Produits Energétiques	***262,5***	***249,6***	***236,8***	**-9,8**	**-5,1**		
Pétrole brut ($/baril)	83,8	79,9	74,5	-11,1	-6,7	-2,4	-8,8
Gaz naturel liquéfié ($/MBTU)	12,8	11,4	13,4	5,0	18,0	-15,5	6,5
Produits non énergétiques	***142,4***	***153,3***	***161,1***	**13,2**	**5,1**		
Produits Agricoles	***154,4***	***247,6***	***254,6***	**64,9**	**2,8**		
Cacao ($/kg)	4,0	8,5	8,8	119,6	2,9	148,4	-13
Coton brut ($/kg)	2,0	1,79	1,80	-11,3	0,6	-8,2	5,3
Caoutchouc brut ($/kg)	1,5	1,8	2,0	34,9	11,6	26,6	2,9
Bananes ($/kg)	1,6	1,0	0,9	-40,8	-10,7	-22,8	-3,8
Café ($/kg)	3,6	5,4	5,9	66,4	9,7	40,3	-7,5
Dont Café arabicas ($/kg)	4,3	5,9	6,8	56,5	16,1	24,0	-8,3
Café robusta ($/kg)	2,8	4,9	5,0	81,9	2,1	68,5	-6,7
Huile de palme ($/tonne)	783,2	897,3	1096,4	40,0	22,2	10,1	-7
Produits forestiers	***94,5***	***98,0***	***97,0***	**2,6**	**-1,0**		
Bois sciés ($/m3)	676,5	708,6	698,5	3,2	-1,4	2,8	1,4
Bois brut (grumes) ($/m3)	312,4	309,3	318,2	1,9	2,9	0,8	2,6
Métaux et minerais	***142,5***	***151,6***	***159,6***	**12,0**	**5,3**		
Aluminium brut ($/tonne)	2189,0	2384,5	2572,6	17,5	7,9	7,5	1
Fer ($/tonne métrique)	129,1	99,8	101,4	-21,5	1,5	-9,3	-12
Plomb sous forme brute ($/tonne)	2118,7	2042,0	2004,6	-5,4	-1,8	-3,0	-2,4
Indice global	***232,6***	***231,0***	***224,2***	**-3,6**	**-2,9**		

*Sources : INSEE, FMI, MINFI *Prévisions Banque Mondiale*

Taux de change

Au quatrième trimestre 2024, par rapport au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie face au yen japonais (-2,0%), au rouble russe (-8,9%), au naira nigérian (-3,0%) et à la roupie indienne (-0,5%). En revanche, il se déprécie par rapport au dollar américain (+3,2%), à la livre sterling (+1,2%), au yuan chinois (+1,9%), aux droits de tirage spéciaux (DTS, +1,7%) et au dirham des Emirats arabes unis (+3,1%).

En glissement annuel, le franc CFA enregistre une dépréciation vis-à-vis du dollar américain (+0,8%), de la livre sterling (+2,8%), du yuan chinois (+1,3%), des DTS (+0,5%) et du dirham des Emirats arabes unis (+1,0%). À l'inverse, il s'apprécie face au yen japonais (-2,4%), au rouble russe (-6,5%), au naira (-53,5%) et à la roupie indienne (-2,7%).

Tableau 2 : Evolution du taux de change entre le FCFA et d'autres monnaies (francs CFA par devise)

Périodes	4ème trim. 2023	3ème trim. 2024	4ème trim. 2024	Variations trimestrielles (en %)		Variation annuelle (en %)
Libellés	**a**	**b**	**c**	**c/a**	**c/b**	**2024**
Dollar des Etats-Unis	609,7	595,9	614,7	0,8	3,2	0,04
Yen japonais	4,1	4,1	4	-2,4	-2,4	-7,0
Livre sterling	756,8	778,8	788,2	4,1	1,2	2,8
Yuan chinois	84,4	83,9	85,5	1,3	1,9	-1,4
DTS	806,3	797,3	810,7	0,5	1,7	-0,6
Rouble russe	6,5	6,7	6,1	-6,5	-8,9	-8,8
Naira	0,8	0,37	0,36	-53,5	-3,0	-55,8
Roupie indienne	7,4	7,2	7,2	-2,7	-0,5	-1,7
Dirham Emirats Arabes Unis	165,6	162,2	167,3	1,0	3,1	0,0

Source : *Banque de France*

Encadré 1 : Note méthodologique sur l'indice chaîné de Laspeyres appliqué au calcul de l'Indice Composite des Cours des principaux produits exportés par le Cameroun

L'Indice Composite des Cours des Principales Matières Premières Exportées mesure l'évolution globale des prix des produits de base les plus représentatifs dans les exportations d'un pays, en tenant compte de leur poids relatif dans la structure des exportations. Son calcul repose sur diverse méthodes, notamment la méthode de l'indice de Laspeyres. Dans le cas du Cameroun, l'indice est construit à partir des cours de quatorze (14) produits de base représentant environ 80% de la valeur totale des exportations, avec comme période de base le premier trimestre de l'année 2016. Ces produits sont regroupés en quatre (04) grandes catégories : **(i) produits énergétiques, (ii) produits agricoles, (iii) produits forestiers, (iv) métaux et minerais.**

Formule de l'indice chaîné de Laspeyres

L'indice chaîné de Laspeyres entre deux périodes consécutives t-1 et t est défini comme suit :

$$L_t = \frac{\sum_i P_{i,t} * Q_{i,t-1}}{\sum_i P_{i,t-1} * Q_{i,t-1}} * L_{t-1}$$

où :

- $P_{i,t}$: prix du produit i à la période t
- $Q_{i,t-1}$: quantité exportée du produit i à la période *t-1*
- L_{t-1} : valeur de l'indice composite à la période *t-1*
- i : produit de base inclus dans l'indice

L'indice pour une année donnée est donc obtenu par chaînage, c'est-à-dire en multipliant successivement les indices de chaque période intermédiaire.

SECTEUR REEL

Des résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par le Ministère des Finances au titre du quatrième trimestre 2024, il ressort que l'économie nationale demeure marquée par : (i) les effets de la persistance de la crise Russo-ukrainienne et du conflit israélo-palestinien ; (ii) la redynamisation des activités économiques dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord ; (iii) les changements climatiques ; (iv) la poursuite de la mise en œuvre du Programme Economique et Financier conclu avec le FMI. Reflétant cette situation, les activités de production se sont soldées par une augmentation de 9,8% du chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Au terme de l'année 2024, le chiffre d'affaires progresse de 5,3%. La mise à jour du cadrage macroéconomique relève la croissance à 3,5% en 2024 après de 3,2% en 2023, sous l'impulsion du secteur non pétrolier.

Encadré 2 : Plate-forme de digitalisation des enquêtes de conjoncture économique

La plate-forme de digitalisation des enquêtes de conjoncture économique a été présentée aux entreprises représentatives des branches d'activité de l'économie nationale le 14 novembre 2023 à Douala, au cours d'un atelier dédié à cet effet. Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS), qui a présidé les travaux, était accompagné des responsables du Ministère des finances, notamment le Chef de Division de la Réforme Budgétaire (DREF), le Chef de Division de la Prévision (DP) et le Chef de la Cellule de Politique Economique du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT).Cet atelier qui avait, entre autres, pour but de rappeler l'importance de la collecte des données, tant pour le suivi conjoncturel de l'activité économique que pour l'élaboration des comptes nationaux, s'inscrivait dans la logique de présenter les avantages du dispositif digital de collecte des données. Du point de vue de l'entreprise, l'avantage de ce dispositif est de réduire les présences physiques sur le terrain, ce qui permet à l'entreprise de gagner en temps. Du point de vue de l'administration, ce dispositif permettra d'avoir des données dans les délais raisonnables, de constituer la base de données de façon automatique, d'économiser les ressources qui servaient au déploiement du personnel sur le terrain, et de mettre à la disposition des entreprises les rapports et les notes sectoriels. Il a été rappelé que la mise en œuvre de cet outil digital se fera pour un début simultanément avec le questionnaire physique, question de roder le dispositif et permettre aux chefs d'entreprises de se familiariser avec le nouveau dispositif. Puis, il a été demandé aux chefs d'entreprises d'être réceptifs et de remplir leur questionnaire dans les délais pour l'intérêt de tous. Les chefs d'entreprises présents à cet atelier ont apprécié l'initiative et ont émis le vœu de recevoir cet outil dans les meilleurs délais, dans le strict respect de la confidentialité de leurs informations.A date, seules 37% des entreprises répondent à travers la plateforme digitale. Ce faible taux est lié notamment à l'existence de plusieurs contraintes, tant externes qu'internes aux entreprises, notamment l'existence des pare feux qui sécurisent les sites des entreprises, la mobilité des points focaux formés en entreprise et les problèmes de connectivité à la plateforme. Toutefois, les entreprises sollicitent le renforcement des capacités par la formation des points focaux pour une plus grande appropriation de l'outil digital.

Secteur primaire

Au quatrième trimestre 2024, le chiffre d'affaires du secteur primaire augmente de 8,7% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la reprise de la production de plusieurs spéculations. Au terme de l'année, le chiffre d'affaires progresse de 6,8% par rapport à 2023. Les effectifs augmentent de 2,1% en raison des recrutements pour les récoltes et la sécurité dans les plantations. La croissance du secteur primaire est estimée à 3,5% après 2,2% en 2023. Cette consolidation des activités est notamment portée par les dynamiques observées dans les branches « agriculture industrielle et d'exportation » (+9,5%), « pêche et pisciculture » (+3,4%) et « agriculture vivrière » (+3,0%).

L'agriculture vivrière dont la croissance est estimée à 3,0% en 2024, bénéficie de la poursuite de la mise à disposition aux producteurs des semences améliorées et de la subvention de 30% sur les prix des engrais accordés en 2024. Par ailleurs, les conditions climatiques ont été favorables, notamment dans la zone septentrionale, principal bassin de production des céréales. Il convient également de souligner que l'accroissement des surfaces cultivées et l'intensification des interventions phytosanitaires ont contribué à l'augmentation de la production dans cette branche.

Dans ***l'agriculture industrielle et d'exportation***, les évolutions sont contrastées. Au quatrième trimestre 2024, la production de **banane** croît de 19,7% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la production de banane recule de 0,9%, en lien avec la contre-performance de la PHP et de Boh plantation. Au terme de l'année 2024, la production de banane croît de 6,3% par rapport à 2023 et se situe à 241 184 tonnes. Cette évolution est soutenue par la redynamisation de la production à la PHP et à la CDC. L'entrée d'un nouvel opérateur dans la filière, la compagnie bananière de Mondonie (CBDM) depuis juin 2023, a également permis de booster la production. Pour ce qui est des exportations de banane, elles progressent de 16,3% par rapport à l'année précédente.

La production de **caoutchouc brut** enregistre un accroissement de 17,6% par rapport au troisième trimestre 2024. Au terme de l'année, la production progresse de 11,1% par rapport à l'année précédente pour se situer à 44 545 tonnes. Ces évolutions sont attribuables notamment à la bonne tenue des cours, aux conditions climatiques favorables et à l'entrée en production de nouvelles plantations. Les exportations enregistrent une hausse de 34,2% par rapport à 2023.

La production de **coton fibre** est en hausse de 475,5 % par rapport au trimestre précédent, le quatrième trimestre correspondant à la période de reprise des récoltes. Elle recule de 29,4% au quatrième trimestre et en glissement annuel. Au terme de l'année 2024, la production croît de 11,0% par rapport à 2023. L'amélioration de la production est liée au maintien des mesures incitatives (primes aux meilleurs planteurs) et à une meilleure collecte. Par ailleurs, les exportations sont en hausse de 19,1% par rapport à l'année précédente.

La production de **l'huile de palme brute** augmente de 11,0% par rapport au trimestre précédent. Au quatrième trimestre 2024 et en glissement annuel, la production de l'huile de palme brute recule de 14%.Au terme de l'année, la production croît de 7,9% comparativement à l'année précédente. Cette amélioration est attribuable à la poursuite de la réhabilitation des plantations dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et au cycle végétatif de la plante. Le Gouvernement continue de soutenir la filière oléagineuse en accordant des autorisations d'importations d'huile de palme (165 000 tonnes en 2024 au taux TEC de 5% et en exonération de la TVA).

Les exportations de **cacao** baissent de 1% par rapport à l'année précédente, tandis que les prix progressent de 90% pour s'établir à un maximum de 6 300 francs le kilogramme en fin 2024. Par ailleurs, la transformation locale de fèves de cacao reste dynamique avec l'arrivée de nouveaux opérateurs. Le volume de cacao transformé localement est estimé à 85 789 tonnes en 2024.

Les exportations de **cafés** chutent en 2024 par rapport à 2023 de 16,4%. Par type de café, les exportations de café arabica baissent de 17,5% et celles de café robusta de 16,3%. Ces évolutions sont imputables à la perte de vitesse dans la production.

Dans la ***sylviculture et l'exploitation forestière***, la production du bois grume continue sa chute (-41,4%) au quatrième trimestre, en lien avec la volonté du Gouvernement de réduire les exportations de grume, afin de favoriser la transformation locale. Au terme de l'année, la production chute de 41,1% et les exportations baissent de 20,3%. Cette morosité de la filière est imputable à la baisse des commandes, notamment en provenance de l'Asie.

Tableau 3: Evolution de la production de certaines spéculations dans le secteur primaire (en %)

Spéculations	4e T24/ 3e T24	2024/2023
Banane	19,7	6,3
Caoutchouc	17,6	11,1
Coton	475,5	11,0
Huile de palme brute	11,0	7,9
Bois grume	-41,4	-41,1

Source : MINFI/DP

Secteur secondaire

Au quatrième trimestre 2024, le chiffre d'affaires du secteur secondaire augmente de 4,8% comparé au trimestre précédent, en lien avec les festivités de fin d'année. Sur l'ensemble de l'année, il progresse de 2,1% par rapport à 2023, soutenu par la bonne tenue des activités, notamment dans les branches « Industries des corps gras et d'aliments pour animaux » (+10,2%), « Industrie du cacao, café, thé et sucre » (+8,3%), « Industries des boissons » (+4,6%), « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+3,6%), « Production et distribution d'électricité » (+3,3%). Cette dynamique est atténuée par le recul observé dans les branches « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (-7,0%), « Fabrication de produits à base de céréales » (-8,7%), « Industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-22,0%). La croissance du secteur secondaire est estimée à 1,2% en 2024 après 2,3% en 2023.

Le secteur secondaire continue de pâtir de la hausse des coûts de l'énergie, notamment de l'électricité, du gaz naturel et des carburants qui ont connu des ajustements à la hausse en début d'année. Le mauvais état des infrastructures routières demeure également une préoccupation des chefs d'entreprises. Par ailleurs, la situation sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord continue de perturber les chaînes de production et de distribution. A cela s'ajoute la hausse des coûts du fret maritime.

Tableau 4 : Evolution du taux de croissance dans le secteur secondaire (en %)

Rubriques	Estimations 2024/2023
Secteur secondaire	**2,1**
Industries extractives	-8,3
Industries agroalimentaires	4,5
Autres industries manufacturières	3,9
Production et distribution d'électricité	3,4
Production distribution d'eau et assainissement	4,4
BTP	4,0

Source : Comité de cadrage

Les **industries manufacturières** regroupent les industries agroalimentaires et les autres industries manufacturières.

Dans la branche des ***industries agroalimentaires***, toutes les sous-branches d'activités enregistrent des hausses de production au quatrième trimestre 2024, comparées au trimestre précédent, à l'exception de celle des « corps gras et aliments pour animaux », dont la production recule de 3,1% sur la période. Au terme de l'année 2024, l'activité croît dans les industries agroalimentaires, tirée par la hausse de la production dans toutes les sous-branches exceptée « fabrication de produits à base de céréales » (-8,7%). La croissance dans les industries agroalimentaires est estimée à 4,5% en 2024 après 3,9% en 2023.

Par branche d'activités, les évolutions sont les suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche »**, la production de viande augmente de 11,2% au quatrième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent, en lien avec la hausse de la demande relative aux fêtes de fin d'année. Sur l'ensemble de l'année 2024, la production de viande augmente de 3,2% comparée à l'année dernière, attribuable notamment, à la hausse des abattages des bovins et à l'ouverture de nouvelles boucheries.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication des produits amylacés** », la production augmente de 3,6% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse de 3,3% de la production de farine. Au terme de l'année 2024, la production de la branche croît de 10,0% par rapport à 2023, tirée par l'augmentation de 10,1% de la production de farine. La hausse de la production de farine s'explique entre autres, par l'accroissement des capacités de production et la disponibilité du blé sur le marché international. Le Groupe CADYST a signé le 16 octobre 2024 avec le Groupe Castel, un accord pour le rachat de la Société le Grand Moulin du Cameroun (SGMC), filiale du groupe Castel spécialisé dans la production de farine de blé. Cette acquisition fait de CADYST le leader de la minoterie au Cameroun avec plus de 80% des parts de marché.

Dans les **« industries du cacao, café, thé et sucre »**, la production de la branche a plus que quintuplé au quatrième trimestre 2024 comparée au trimestre précédent, du fait principalement de la reprise des activités de production de **sucre,** après l'arrêt observé au trimestre précédent pour maintenance des machines. Sur l'ensemble de l'année, la production de la branche progresse de 8,3%. Cette amélioration s'explique entre autres par l'accroissement des commandes et la réalisation des investissements par la SOSUCAM, notamment pour

l'amélioration du taux d'extraction de l'outil de production, la réhabilitation des usines et du parc d'engins, en lien avec la mise en œuvre du plan de relance de l'entreprise SOSUCAM.

Les productions de **masse de cacao** et de **beurre de cacao** croissent respectivement de 11,0% et 11,3% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse des commandes. Au terme de l'année 2024, la production de masse de cacao recule de 4,1%, tandis que celle de beurre de cacao augmente de 14,6%. La production de **thé** croît de 1,2% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Au terme de l'année, la production de thé progresse de 23,9%, en lien avec les conditions climatiques favorables et le renforcement des effectifs des ouvriers dans les plantations.

Dans les **« Industries des corps gras et d'aliments pour animaux** », la production baisse de 3,1% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, imputable principalement au recul de la production des huiles raffinées (-9,0%). La production des aliments pour animaux progresse de 2,6%. Sur l'ensemble de l'année 2024, la production de la branche progresse de 10,2%, attribuable à la hausse de 13,0% de la production de tourteaux et de 7,4% de celle des huiles raffinées.

Dans la branche **« fabrication de produits à base de céréales »**, la production des biscuits et des pâtes alimentaires augmente de 3,5% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Au terme de l'année 2024, elle baisse de 8,7% en lien avec la baisse de la demande notamment en provenance des pays voisins.

La production dans les **« industries de boissons »** augmente de 14,6% au quatrième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent. De janvier à décembre 2024 et en glissement annuel, la production dans la branche progresse de 4,6%, en raison entre autres, de l'extension des usines de production, notamment à Yaoundé et à Douala, ainsi que de l'amélioration des capacités de production de verre.

Tableau 5 : Taux de croissance de la production par branche d'activité dans l'agro-alimentaire (en %)

Libellés	4T24/ 3T24	2024/2023
Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche	11,2	3,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	3,6	10,0
Industries du cacao, café, sucre et thé	-	8,3
Fabrication de produits à base de céréales	3,5	-8,7
Industries des corps gras et d'aliments pour animaux	-3,1	10,2
Industries des boissons	14,6	4,6

Source : MINFI/DP

Au quatrième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, dans les *« **autres industries manufacturières** »*, la production augmente notamment dans les branches : « industries du bois sauf fabrication des meubles » (+4,4%), « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (+193,4%), « fabrication de papiers et articles en papier… » (+30,2%). A contrario, elle baisse dans les branches « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (-0,8%) et « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (-4,3%).

Au terme de l'année 2024, la production des « **autres industries manufacturières »** est caractérisée notamment par un recul dans les branches « industries du bois sauf fabrication des meubles » (-7,0%), « industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-22,0%). Par contre, elle progresse dans les branches « production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc » (+3,9%), « fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (+3,6%), « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (+2,5%). La croissance dans les « autres industries manufacturières » est estimée à 2,1% après 2,5% en 2023.

Dans les « **industries du textile et de la confection** », les activités de production sont à l'arrêt. La CICAM continue de faire face aux difficultés techniques et financières.

L'activité dans les « **industries du bois sauf fabrication des meubles** » enregistre une hausse de 4,4% au quatrième trimestre 2024 comparativement au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2024, elle recule de 7,0%, du fait de la baisse des commandes.

Dans la branche « **fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie** », la production croît de 30,2% par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse des commandes. Au terme de l'année 2024, la production est stable. Ce secteur continue de faire face aux difficultés financières des opérateurs de la filière.

Pour ce qui est de la branche « **industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production a plus que doublé au quatrième trimestre 2024, comparée au trimestre précédent, en lien notamment avec la hausse de la production des savons (+320,9%). La production de savon connait une reprise chez l'un des opérateurs majeurs après un ralentissement des activités dû à des tensions de trésorerie. La production de gaz médical recule de 36,4%, en lien avec la baisse des commandes. Sur l'ensemble de l'année 2024, l'activité dans la branche recule de 22,0% par rapport à l'année précédente, imputable notamment à la baisse de 31,4% de la production de savons, du fait des difficultés d'approvisionnement en matière première et des difficultés financières chez certains opérateurs.

S'agissant de la branche « **production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production recule de 0,8% au quatrième trimestre 2024 par rapport au troisième trimestre. Au terme de l'année 2024, l'activité progresse de 3,9%, tirée par la hausse de 10,4% de la production de caoutchouc.

Pour ce qui est de la branche **« fabrication d'autres produits minéraux non métalliques »**, la production croît de 2,0% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, en lien avec principalement la hausse de 2,4% de la production de ciment. En 2024, comparée à l'année précédente, la production dans la branche progresse de 3,6%, tirée par la production de ciment (+2,7%) et de celle des bouteilles en verre (+15,0%), suite à la mise en service d'une nouvelle unité de production de verre. La hausse de la production de ciment est attribuable à l'entrée en production d'un nouvel opérateur, Ciment du Portugal (CIMPOR) dans la filière malgré l'arrêt observé à MEDCEM.

Les activités dans la branche « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » enregistrent une baisse de 4,3% de la production par rapport au troisième trimestre, en lien avec le recul de la production des lingots et des plaques d'aluminium. Sur l'ensemble de l'année 2024, l'activité de la branche progresse de 2,5%, du fait du dynamisme observé chez Prométal.

Dans la **« Production et la distribution d'électricité »**, l'activité progresse de 2,7% au quatrième trimestre 2024 comparée au trimestre précédent, du fait principalement de la hausse des achats chez les producteurs indépendants et de la poursuite de la mise en service du barrage de Nachtigal. De janvier à décembre 2024, et en glissement annuel, la production croît de 3,3% soutenue principalement par la mise en service progressive du barrage de Nachtigal et de l'usine de pied du barrage de Lom-pangar. La croissance de la branche est estimée à 3,4% en 2024.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité croît de 9,3% au quatrième trimestre 2024 comparée au trimestre précédent. Au terme de l'année 2024, la production progresse de 4,4%, tirée par la hausse de 9,1% de production des ordures ménagères.

Tableau 6 : Taux de croissance de la production par branche d'activité dans les autres industries manufacturières (en %)

Libellés	4T24/3T24	2024/2023
Industries du textile et de la confection	-53,4	-53,2
Industries du bois sauf fabrication des meubles	4,4	-7,0
Fabrication de papier et d'articles en papier, imprimerie et activité annexe à l'imprimerie	30,2	0,2
Industries chimiques et fabrication de produits chimiques	193,4	-22,0
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et matières plastiques	-0,8	3,9
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	2,0	3,6
Fabrication de produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	-4,3	2,5
Fabrication de meubles, activités de fabrication	87,5	0,4

Source : MINFI/DP

Secteur tertiaire

Au quatrième trimestre 2024, les activités du secteur tertiaire sont marquées par une hausse de 13,7% du chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent, en lien avec les festivités de fin d'année. Au terme de l'année 2024 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur croît de 3,8%, soutenu par la consolidation des activités dans toutes les branches. La croissance du secteur est estimée à 4,5% après 3,9% en 2023. Les évolutions par branches se présentent ainsi qu'il suit :

Dans la branche **« commerce et réparations »,** les activités sont marquées par une hausse de 24% du chiffre d'affaires au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse des ventes de gros. Au terme de l'année, le chiffre d'affaires croît de 5,2%. La croissance de la branche est estimée à 3,6% en 2024.

En ce qui concerne les **« télécommunications »,** le chiffre d'affaires progresse de 7,0% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Le nombre d'abonnés croit de 4,1%. Au terme de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires augmente de 17,1%, en lien avec notamment l'animation du marché dans le cadre des campagnes End of Year, des publicités et des promotions mises en place pour booster la consommation des abonnés.

La forte utilisation des services de transfert d'argent Mobile Money contribue également à cette évolution. Par ailleurs, le nombre d'abonnés croît de 10,2%. La croissance de la branche est estimée à 6,4% en 2024.

Au quatrième trimestre 2024, le chiffre d'affaires de la branche **« hôtellerie et restauration »** augmente de 13,2% par rapport au trimestre précédent, attribuable notamment à l'amélioration des services ainsi que des séminaires et ateliers de clôture des activités annuelles dans les associations, structures publiques, organismes et entreprises. Les festivités de fin d'année contribuent également à cette évolution. Le nombre de nuitées et le taux moyen d'occupation des chambres progressent respectivement de 17,6% et de 2,8%. Au terme de l'année et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 1,5%. La croissance de la branche est estimée à 5,4% en 2024 après 4,8% en 2023.

Dans la branche **« transport et entreposage »,** le chiffre d'affaires augmente de 5,5% au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2024. Au terme de l'année, le chiffre d'affaires progresse de 6,6% en glissement annuel, du fait de l'amélioration du trafic dans l'ensemble de ses sous-branches, à l'exception du transport par oléoduc (-1,4%).

Pour le **transport maritime**, le chiffre d'affaires du PAD baisse de 3,4% au quatrième trimestre 2024 comparé au trimestre précédent. Ce recul s'explique principalement par la baisse de 86,6% sur les autorisations de l'occupation du domaine portuaire, atténuée par la hausse de 21,7% des redevances sur les embarquements et débarquements et de 5,3% des recettes sur concession. Toutefois, le trafic global de marchandises s'améliore de 20,4%, du fait de la hausse de 28,3% du tonnage des marchandises à l'exportation et de 8,5% du tonnage des marchandises à l'importation. Le nombre de navires qui accostent au port de Douala est de 293 comparé aux 264 enregistrés le trimestre précédent. Au terme de l'année 2024, le chiffre d'affaires progresse de 1,5% par rapport à 2023. Le volume du trafic marchandises augmente de 5,3%, en lien avec les hausses respectives de 4,5% du tonnage des marchandises à l'exportation et de 6,6% de celui à l'importation.

Dans le **transport ferroviaire**, le chiffre d'affaires est quasi-stable (-0,2%) au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Cette stabilité est observée au niveau du trafic voyageur (0,0%) et du trafic marchandises transportées (-0,8%). Au terme de l'année et par rapport à 2023, le chiffre d'affaires progresse de 8,2% et les activités de 2,7%, en lien avec la hausse de 11,3% du trafic voyageur malgré la quasi stabilité du trafic marchandises (+1%).

SECTEUR EXTERIEUR

Balance des paiements : Réduction du déficit courant

Compte des transactions courantes

Au quatrième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le déficit du compte courant de la balance des paiements se réduit de 274,8 milliards pour se situer à 131,2 milliards. Cette évolution résulte principalement de l'amélioration du solde des biens et du solde des services. Le déficit du solde des revenus primaires s'aggrave et l'excédent du solde des revenus secondaires se réduit.

Le solde des biens passe d'un déficit de 275,3 milliards à un excédent de 102,0 milliards, résultant d'une hausse des recettes d'exportations fob (+492,7 milliards) plus forte que celle des dépenses d'importations fob (+115,4 milliards). La hausse des recettes d'exportations est principalement liée à celle des ventes de cacao brut en fèves (+387,2 milliards).

Le déficit du solde des services se réduit de 107,5 milliards, en lien avec la hausse des recettes des services (+159,6 milliards) autres que les transports et les assurances. Le déficit des revenus primaires se détériore de 108,9 milliards et s'établit à 221,1 milliards, du fait de la hausse du paiement des dividendes aux investisseurs non-résidents. L'excédent des revenus secondaires passe à 75,4 milliards après 176,6 milliards.

Tableau 7 : Balance des paiements (en milliards)

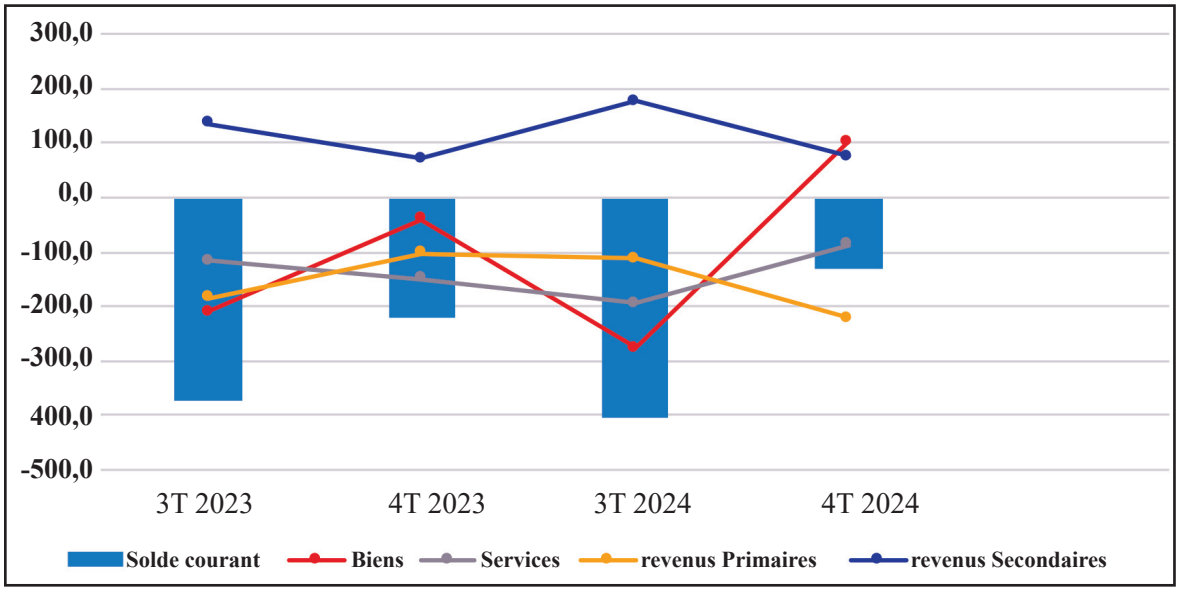
	4T2023	3T2024*	4T2024**	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	**-220,4**	**-406,0**	**-131,2**	**274,8**	**89,2**
1- Balance des biens	-39,2	-275,3	102,0	377,3	141,2
2- Balance des services	-149,7	-195,0	-87,5	107,5	62,2
3- Balance des revenus primaires	-103,3	-112,2	-221,1	-108,9	-117,8
4- Balance des revenus secondaires	71,8	176,6	75,4	-101,2	3,6
II- FINANCEMENTS EXTERIEURS	**360,6**	**550,3**	**320,1**	**-230,2**	**-40,5**
1- Secteur privé non bancaire	**259,9**	**114,7**	**-99,1**	**-213,8**	**-359,0**
Investissements Directs Etrangers (IDE)	149,1	-56,7	287,1	343,7	137,9
Investissements de portefeuille et Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (Hors IDE et IPF)	110,8	171,4	-386,2	-557,6	-497,0
2- Administration Publique	**166,8**	**252,1**	**23,3**	**-228,8**	**-143,5**
Dons projets (y compris C2D)	25,8	19,2	21,3	2,1	-4,5
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	141,0	232,8	1,9	-230,9	-139,1
3-Banques créatrices de monnaie	**-66,2**	**183,5**	**395,9**	**212,5**	**462,1**
III- ERREURS ET OMISSIONS	**-2,8**	**-13,9**	**14,5**	**28,3**	**17,2**
IV- SOLDE GLOBAL	**137,4**	**130,4**	**203,4**	**73,0**	**66,0**

*Source : MINFI/DP * Données mises à jour ; **Provisoires*

En glissement annuel, le déficit du compte courant se réduit de 89,2 milliards, en raison principalement de l'amélioration des soldes des biens et des services. Le déficit des revenus primaires s'aggrave et l'excédent des revenus secondaires s'améliore.

L'amélioration du solde des biens résulte principalement de la hausse des ventes de cacao brut en fèves (+196,8 milliards), de pâte de cacao (+43,0 milliards) et de beurre de cacao (+16,8 milliards). L'amélioration du solde des services est en lien avec la baisse des dépenses de voyages et la hausse des recettes liées aux services divers aux entreprises. Le déficit des revenus primaires s'aggrave de 117,8 milliards, du fait principalement de la hausse des dividendes versés aux investisseurs étrangers. L'excédent des revenus secondaires s'améliore de 3,6 milliards.

Graphique 1 : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)



Source : MINFI/DP

Financements extérieurs

Au quatrième trimestre 2024, les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 320,1 milliards après 550,3 milliards au trimestre précédent. Le secteur privé non bancaire enregistre des sorties nettes de 99,1 milliards contre des entrées nettes de 114,7 milliards le trimestre précédent. Elles sont constituées essentiellement des flux d'investissements directs étrangers (+287,1 milliards) et des tirages nets (-386,2 milliards). Les entrées nettes du secteur public s'élèvent à 23,3 milliards, en baisse de 228,8 milliards, du fait essentiellement de la baisse des tirages de 268,9 milliards. Le secteur bancaire enregistre des entrées nettes de 395,9 milliards, après 183,5 milliards au trimestre précédent.

En glissement annuel, les financements extérieurs varient de -40,5 milliards. Cette situation résulte principalement de la hausse des engagements extérieurs nets du secteur privé non bancaire (-359,0 milliards) et de la baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales (+462,1 milliards).

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du quatrième trimestre 2024 connait un excédent de 203,4 milliards, après 130,4 milliards

au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une baisse des financements extérieurs couplée à une réduction du déficit courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global s'accroît de 66 milliards.

Tableau 8 : Balance des paiements 4T2023, 3T2024 et 4T2024 (En milliards)

LIBELLES	4T2023	3T2024*	4T2024**	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c)-(b)	(c)-(a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	**-220,4**	**-406,0**	**-131,2**	**274,8**	**89,2**
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	**-250,7**	**-421,2**	**-136,6**	**284,6**	**114,1**
1- Balance des biens	**-39,2**	**-275,3**	**102,0**	**377,3**	**141,2**
Exportations des biens FOB	**1104,9**	**878,2**	**1371,0**	**492,7**	**266,1**
dont Exportations douanières FOB	868,6	680,2	1081,8	401,6	213,2
Importations des biens FOB	**-1144,1**	**-1153,6**	**-1269,0**	**-115,4**	**-124,9**
dont Importations douanières CAF	-1212,3	-1232,0	-1352,8	-120,8	-140,6
2- Balance des services	**-149,7**	**-195,0**	**-87,5**	**107,5**	**62,2**
Transports	**-67,9**	**-79,2**	**-126,0**	**-46,8**	**-58,2**
Assurances	**-18,1**	**-13,7**	**-19,0**	**-5,3**	**-0,9**
Voyages	**-40,4**	**-21,8**	**13,2**	**35,0**	**53,6**
Autres services	**-23,3**	**-80,4**	**44,3**	**124,6**	**67,6**
Dont Assistance technique et services divers	-19,1	-43,7	74,9	118,6	94,0
3- Balance des revenus primaires	**-103,3**	**-112,2**	**-221,1**	**-108,9**	**-117,8**
Recettes	**36,2**	**21,8**	**41,4**	**19,6**	**5,2**
Dépenses	**-139,5**	**-134,0**	**-262,5**	**-128,5**	**-123,1**
Rémunération des salariés	-4,5	-4,6	-20,8	-16,1	-16,3
Investissements directs	-99,6	-34,2	-193,4	-159,2	-93,9
Investissements de portefeuille	-0,8	-2,5	-0,1	2,4	0,7
Autres investissements	-34,6	-92,6	-48,2	44,4	-13,6
Dont intérêt sur la dette publique extérieure	-35,0	-91,7	-45,9	45,8	-10,9
4- Balance des revenus secondaires	**71,8**	**176,6**	**75,4**	**-101,2**	**3,6**
II- COMPTE DE CAPITAL & D'OPERATIONS	**360,6**	**550,3**	**320,1**	**-230,2**	**-40,5**
1- Compte de Capital	**30,6**	**29,9**	**29,3**	**-0,6**	**-1,3**
Administrations publiques	25,8	19,2	21,3	2,1	-4,5
dont : dons (PPTE, C2D, IADM)					
Autres secteurs	4,8	10,6	7,9	-2,7	3,2
2- Compte d'opérations financières	**330,0**	**520,4**	**290,8**	**-229,6**	**-39,2**
Investissements Directs	**149,1**	**-56,7**	**287,1**	**343,7**	**137,9**
Sortant	1,2	-3,4	-48,8	-45,4	-50,0
Investissements de portefeuille	**-267,2**	**-57,8**	**41,1**	**98,9**	**308,3**
Engagements (baisse -)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Investissements	**448,1**	**634,9**	**-37,4**	**-672,3**	**-485,4**
Administrations publiques	**141,0**	**232,8**	**1,9**	**-230,9**	**-139,1**
dont Engagements	**141,0**	**232,8**	**1,9**	**-230,9**	**-139,1**
- Tirages	264,5	402,3	133,3	-268,9	-131,2
- Amortissements	-123,5	-169,4	-131,4	38,0	-7,9
Banques et Institutions financières	**201,0**	**241,3**	**354,8**	**113,5**	**153,8**
Avoirs (baisse +)	**6,0**	**36,3**	**153,5**	**117,2**	**147,5**
- Dépôts	16,4	55,2	-102,9	-158,1	-119,3
- Autres avoirs	-10,4	-19,0	256,4	275,3	266,8
Engagements (baisse -)	**195,0**	**205,0**	**201,3**	**-3,7**	**6,3**
-Dépôts	176,7	255,1	235,5	-19,7	58,8
-Autres Engagements	18,4	-50,2	-34,2	16,0	-52,5
Privé non bancaire	**106,0**	**160,8**	**-394,1**	**-554,9**	**-500,2**
Avoirs (baisse +)	162,9	114,2	-162,1	-276,3	-324,9
III- ERREURS ET OMISSIONS	**-2,8**	**-13,9**	**14,5**	**28,3**	**17,2**
IV- SOLDE GLOBAL	**137,4**	**130,4**	**203,4**	**73,0**	**66,0**
V- FINANCEMENT	**-137,4**	**-130,4**	**-203,4**	**-73,0**	**-66,0**

*Source : MINFI/DP * Données mises à jour ; **Provisoires*

Encadré 3 : Session du Comité Technique National de la Balance des paiements du 19 décembre 2024

Le Comité Technique National de la Balance des Paiements (CTNBDP) s'est réuni en session ordinaire le 19 décembre 2024 à Yaoundé, en vue de valider la Balance des paiements et la Position extérieure globale de l'année 2023. Il ressort des présentations effectuées au cours de ladite session que la balance des paiements globale dégage comme les années précédentes un déficit du compte courant de 1 221,1 milliards (4,1% du PIB) en 2023, après 941,2 milliards (3,4% du PIB) en 2022.

En ce qui concerne la balance des paiements sectorielle (qui retrace l'ensemble des transactions économiques réelles et financières entre un secteur d'activités économiques et le reste du monde), les résultats indiquent que les soldes globaux sont excédentaires dans les secteurs de l'agriculture (+636,1 milliards), de l'exploitation forestière (+219,7 milliards), des hydrocarbures (+1 125,5 milliards) et des transports (+165,2 milliards). Ils sont à l'inverse déficitaires dans les secteurs de l'industrie (-1 947,8 milliards), du commerce (-1 039,5 milliards), des télécommunications (-127,2 milliards) et des activités financières (-5,3 milliards). Ces résultats révèlent la faiblesse de la compétitivité de notre secteur industriel qui, en termes nets, fait perdre les devises à l'économie. Par contre, les secteurs d'exploitation des produits bruts génèrent des devises.

Quant à la balance des paiements bilatérale (dont le solde global traduit la capacité de l'économie à engranger des devises à partir des transactions avec les pays partenaires), l'on a enregistré un solde global déficitaire avec le Nigéria (-259,7 milliards), la Chine (-1 095,9 milliards) et les Etats-Unis (-37,5 milliards). A contrario, ce solde est excédentaire avec la France (+118,2 milliards), l'Union européenne (dont la France) (+497,4 milliards) et les autres pays de la CEMAC (+573,4 milliards).

Pour ce qui est particulièrement du solde courant, il est déficitaire avec le Nigéria (-165,3 milliards), la Chine (-945,8 milliards), les Etats-Unis (-152,3 milliards) et la France (- 53,0 milliards).

Le déficit du compte courant avec le Nigéria est dû essentiellement aux importations de biens, notamment les carburants et lubrifiants, les motocycles, les chaussures et les tissus de soie. Le déficit avec la Chine est généré par la baisse des exportations de pétrole brut et de gaz et, la hausse des importations de biens. Celui avec les Etats-Unis résulte de la détérioration de la balance des biens. L'excédent enregistré avec l'Union européenne provient principalement des hydrocarbures, du cacao brut, des bois bruts et sciés. Par contre, l'excédent avec la CEMAC provient des excédents enregistrés dans les échanges des « biens » (+11,0 milliards), des « services » (+75,3 milliards) et des « revenus secondaires » (+27,8 milliards).

Commerce extérieur

Evolution des échanges

Au quatrième trimestre 2024, la valeur des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'extérieur se chiffre à 2 414,6 milliards, en hausse de 502,5 milliards (+24%) par rapport au trimestre précédent. **En glissement annuel**, les échanges progressent de 333,7 milliards. Hors hydrocarbures, la valeur des échanges s'élève à 1 795,5 milliards, en hausse de

499,6 milliards par rapport au trimestre précédent et de 424,9 milliards en glissement annuel. **Sur l'ensemble de l'année 2024**, les échanges s'élèvent à 8 230,3 milliards, en hausse de 249,0 milliards (+3,1%). Hors hydrocarbures, ils s'établissent à 5 791,2 milliards, en hausse de 592,7 milliards.

Balance commerciale : ***réduction du déficit***

Au quatrième trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, le déficit de la balance commerciale se réduit de 262,6 milliards pour se situer à 287,7 milliards. Cette évolution s'explique par la hausse des exportations de 382,5 milliards et celle des importations de 120,0 milliards. Le taux de couverture s'améliore de 34,8 points pour se situer à 68,9%.

Hors hydrocarbures, le déficit se réduit de 306,9 milliards pour se situer à 331,1 milliards **au quatrième trimestre 2024**. Cette situation est attribuable à une hausse plus importante des exportations de biens (+403,3 milliards) que celle des importations de même nature (+96,3 milliards). Le taux de couverture, quant à lui progresse de 34,8 points. En glissement annuel, le déficit s'améliore de 55,9 milliards et le taux de couverture progresse de 7,1 points.

Sur l'ensemble de l'année 2024 et par rapport à l'année 2023, le déficit se réduit de 243,1 milliards pour s'établir à 1 760,9 milliards. Le taux de couverture s'améliore de 4,9 points de pourcentage et se chiffre à 64,8%. Hors hydrocarbures, le déficit commercial se réduit de 318,1 milliards pour s'établir à 2 133,1 milliards.

Tableau 9 : Principaux résultats du commerce extérieur (en milliards)

Périodes	4ème trim. 2023	Jan-Déc. 2023	3ème trim. 2024	4ème trim. 2024	Jan-Déc. 2024	Variations absolues		
Libellés	**a**	**b**	**c**	**d**	**e**	**d-c**	**d-a**	**e-b**
Exportations	**868,6**	**2 988,6**	**680,9**	**1 063,4**	**3 234,7**	382,5	194,8	246,1
Pétrole	263,1	1 127,1	250,3	234,9	1 002,7	-15,5	-28,2	-124,4
Gaz	113,8	421,4	92,5	82,1	362,1	-10,3	-31,7	-59,3
Carburants et lubrifiants	3,0	66,5	9,1	14,2	40,9	5,1	11,2	-25,7
Hydrocarbures	379,9	1 615,0	352,0	331,2	1 405,7	-20,7	-48,6	-209,3
Hors hydrocarbures	488,7	1 373,7	328,9	732,2	1 829,0	403,3	243,5	455,4
Importations	**1 212,3**	***4 992,6***	**1 231,2**	**1 351,1**	***4 995,6***	120,0	138,9	3,0
Pétrole brut	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gaz	4,5	39,7	9,1	21,9	59,4	12,8	17,4	19,7
Carburants et lubrifiants	325,9	1 128,1	255,1	266,0	974,1	10,9	-59,9	-154,0
Hydrocarbures	330,4	1 167,7	264,2	287,8	1 033,4	23,6	-42,5	-134,3
Hors hydrocarbures	881,9	3 824,9	967,0	1 063,3	3 962,2	96,3	181,4	137,3
Balance commerciale	**-343,7**	**-2 004,0**	**-550,3**	**-287,7**	**-1 760,9**	262,6	55,9	243,1
Hors hydrocarbures	-393,2	-2 451,2	-638,1	-331,1	-2 133,1	306,9	62,1	318,1
Taux de couverture	**71,7**	**59,9**	**55,3**	**78,7**	**64,8**	23,4	7,1	4,9
Hors hydrocarbures	55,4	35,9	34,0	68,9	46,2	34,8	-22,7	-11,3
Echanges globaux	**2 080,8**	**7 981,3**	**1 912,0**	**2 414,6**	**8 230,3**	502,5	333,7	249,0
Hors hydrocarbures	1 370,6	5 198,6	1 295,9	1 795,5	5 791,2	499,6	424,9	592,7

Source : MINFI/DGD-DP

Importations

Les importations de biens au quatrième trimestre 2024 se chiffrent à 1 351,1 milliards, en hausse de 120,0 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est portée par l'accroissement des volumes des principaux produits importés (+10,0%), les prix restant

quasiment stables (-0,2%). L'accroissement des achats en valeur s'observe principalement sur le froment (blé) et méteil (+41,3 milliards), les machines et appareils électriques (+26,2 milliards), le riz (+16,5 milliards), les huiles brutes raffinées (+16,1 milliards), les butanes liquéfiés (+12,8 milliards) et les carburants et lubrifiants (+10,9 milliards). A l'inverse, l'on enregistre une réduction des achats de poissons de mer congelés (-26,6 milliards), des machines et appareils mécaniques (-9,5 milliards) et des clinkers (-6,3 milliards). Hors hydrocarbures, les achats sont de 1 063,3 milliards, en hausse de 96,3 milliards par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, les importations de biens augmentent de 138,9 milliards. Les principaux produits importés au quatrième trimestre 2024 sont les carburants et lubrifiants (19,7% du total), les machines et appareils mécaniques (8,8%), les machines et appareils électriques (6,9%), le riz (6,3%), le froment (blé) et méteil (5,7%), les véhicules automobiles et tracteurs (5,1%). Hors hydrocarbures, les achats progressent de 181,4 milliards pour se situer à 881,9 milliards.

Au terme de l'année 2024 et par rapport à l'année 2023, les importations augmentent de 3,0 milliards et se situent à 4 995,6 milliards. Les principaux produits importés sont les carburants et lubrifiants (19,5% du total), les machines et appareils mécaniques (9,6%), le riz (6,4%), les machines et appareils électriques (6,2%), les véhicules automobiles et tracteurs (5,3%), le froment (blé) et méteil (4,3%), les produits pharmaceutiques (3,4%). Hors hydrocarbures, les importations sont de 3 962,2 milliards. Elles progressent de 137,3 milliards par rapport à l'année 2023.

Tableau 10 : Evolution des principaux produits importés (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Périodes	4ème Trim 2023		2023		3ème Trim 2024		4ème Trim 2024		2024		Variations		
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V			
	a		b		c		d		e		d-c	d-a	e-b
Bananes (y compris plantains)	68,1	9,8	209,2	31,4	67,8	10,5	67,9	10,3	243,4	36,7	-0,2	0,4	5,3
Café	3,7	5,3	13,3	19,4	5,2	13,4	1,9	5,1	*1,1*	26,8	-61,7	-3,0	38,7
café arabica	0,0	0,0	0,4	0,8	0,2	0,5	0,0	0,1	*0,3*	0,8	-86,0	1117,3	3,1
café robusta	3,7	5,3	12,9	18,3	5,0	12,9	1,9	5,0	*10,8*	25,9	-61,4	-5,0	41,5
Cacao brut en fèves	92,3	220,0	180,1	359,1	6,0	29,6	90,9	416,7	178,2	682,5	387,2	196,8	323,4
Pâte de cacao	17,4	39,4	49,4	97,5	13,2	49,5	21,9	82,4	61,5	210,1	33,0	43,0	112,6
Beurre de cacao	6,2	16,5	23,8	55,6	7,0	25,1	5,3	33,3	24,8	99,2	8,2	16,8	43,7
Huiles brutes de pétrole	748,9	263,1	3 083,8	1 127,1	726,2	250,3	772,0	234,9	3 027,3	1 002,7	-15,5	-28,2	-124,4
Gaz naturel liquéfié	355,0	113,8	1 372,5	421,4	357,9	92,5	293,0	82,1	1 309,2	362,1	-10,3	-31,7	-59,3
Caoutchouc brut	12,5	8,7	43,3	30,7	16,4	13,6	20,3	16,0	58,1	46,3	2,4	7,3	15,6
Bois et ouvrages en bois	321,3	64,6	1 364,6	288,3	380,3	68,7	373,1	58,5	1 415,8	249,7	-10,2	-6,1	-38,6
Bois brut (grumes)	143,0	15,0	596,5	64,4	107,9	10,9	97,2	9,4	475,4	47,4	-1,5	-5,6	-17,0
Bois sciés	292,0	44,7	704,8	199,2	233,0	51,5	205,8	44,1	840,2	180,3	-7,4	-0,6	-18,9
Feuilles de placage en bois	11,4	4,2	55,0	21,7	13,3	5,0	11,7	4,0	50,8	17,8	-1,1	-0,2	-3,8
Coton brut	29,5	34,5	127,5	147,9	37,8	44,7	27,5	30,6	151,9	177,2	-14,2	-4,0	29,3
Aluminium brut	13,1	16,8	43,9	54,3	4,0	4,4	10,1	13,0	26,9	31,7	8,5	-3,8	-22,6
Total des exportations		868,6		2 988,6		680,9		1 063,4		3 234,7	382,5	194,8	246,1

Source : MINFI/DGD-DP

Exportations

Au quatrième trimestre 2024, les exportations de biens sont de 1 063,4 milliards, en hausse de 382,4 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est portée l'accroissement des volumes des produits vendus (68,4%) les prix ayant baissé de 4,6%. L'accroissement des exportations en valeur s'observe essentiellement sur le cacao brut en fèves (+ 387,2

milliards), la pâte de cacao (+33,0 milliards), l'aluminium brut (+8,5 milliards), le beurre de cacao (+8,2 milliards) et les carburants et lubrifiants (+5,1 milliards). Elle est atténuée par la baisse des ventes des huiles brutes de pétrole (-15,5 milliards), du coton brute (+14,2 milliards), du gaz naturel liquéfié (-10,3 milliards), du café robusta (-7,9 milliards) et des bois sciés (-7,4 milliards).

Les principaux produits exportés au quatrième trimestre 2024 sont : le cacao brut en fèves (39,2%), les huiles brutes de pétrole (22,1%), la pâte de cacao (7,8%) et le gaz naturel liquéfié (7,7%).

En glissement annuel, la valeur des exportations de biens progresse de 194,8 milliards, en lien avec la hausse des prix (+2,9%) et des volumes (+19,1%) des principaux produits vendus.

Hors hydrocarbures, les ventes progressent de 403,3 milliards pour se situer à 732,2 milliards.

Au terme de l'année 2024, la valeur des exportations est de 3 234,7 milliards, en hausse de 246,1 milliards par rapport à 2023. Cette évolution est principalement liée à la hausse des ventes du cacao brut en fèves (+323,4 milliards), la pâte de cacao (+112,6 milliards), du beurre de cacao (+43,7 milliards), du coton brut (+29,3 milliards) et du caoutchouc brut (+15,6 milliards). A l'inverse, la valeur des ventes diminue pour les huiles brutes de pétrole (-59,3 milliards), le gaz naturel liquéfié (-210,1milliards), les carburants et lubrifiants (-25,7 milliards), l'aluminium brute (-22,6 milliards), les bois sciés (-18,9 milliards) et le bois brut (-17,1 milliards).

Les principaux produits exportés sur la période sous revue sont : les huiles brutes de pétrole (31,0% du total des exportations), le cacao brut en fèves (21,1%), le gaz naturel liquéfié (11,2%), la pâte de cacao (6,5%), les bois sciés (5,6%). coton brut (5,5%).

Hors hydrocarbures, les exportations sont de 1 829,0 milliards, en hausse de de 455,4 milliards.

Encadré 4 : Echanges Cameroun - USA : quelles leçons tirer du contexte géopolitique ?

Situation en 2024

En 2024, la valeur totale des échanges commerciaux entre le Cameroun et les Etats-Unis sont de 332,7 milliards, marquant une baisse de 21,7% par rapport à 2023. Malgré cette contraction, la balance commerciale bilatérale s'est nettement améliorée : le déficit commercial a reculé de 209,1 milliards à 91,8 milliards, soit une diminution relative de 56,1%. Cette évolution favorable résulte d'une hausse exceptionnelle des exportations camerounaises (+275,3 %) combinée à une baisse des importations (-12,0%) en provenance des Etats-Unis.

Les exportations camerounaises vers les Etats-Unis s'élèvent à 120,4 milliards de FCFA, contre seulement 32,1 milliards l'année précédente. Cette performance est principalement portée par quatre produits majeurs (98,4% des ventes) : (i) la pâte de cacao (pour laquelle les Etats-Unis représentent 35,9% du marché) constitue 62,6% des exportations, (ii) les huiles brutes de pétrole (27,9%), (iii) le bois scié (4,5%) et (iv) le caoutchouc naturel (3,3%).

Toutefois, les Etats-Unis restent un client secondaire pour le Cameroun, n'absorbant que 3,7% de ses exportations totales, loin derrière l'Union européenne, la Chine ou l'Inde.

Concernant les importations, le Cameroun a acheté pour 212,2 milliards de FCFA de biens en provenance des Etats-Unis en 2024, contre 241,2 milliards un an plus tôt. Les produits les plus importés sont dominés par les produits pétroliers raffinés (butane, gazole, super), représentant plus de la moitié des achats (50,5%). Viennent ensuite le polyéthylène (3,6%) et les alcools éthyliques non dénaturés (1,9%). Avec une part de marché de 4,25%, les Etats-Unis sont le cinquième fournisseur du Cameroun en 2024, derrière la Chine, l'Inde, la Belgique et la France.

Quels enjeux ?

L'introduction de nouveaux droits de douane par les Etats-Unis pourrait affecter indirectement les exportations camerounaises en influençant la demande des partenaires commerciaux intermédiaires. En particulier, les pays qui importent les matières premières du Cameroun pour les transformer avant de les réexpédier vers le marché américain, pourraient réduire leurs volumes d'achat si leurs propres exportations deviennent moins compétitives. Ce scénario souligne l'importance de surveiller attentivement les effets secondaires potentiels au sein des chaînes de valeur mondiales, malgré une exposition directe relativement limitée du Cameroun.

Face à ces incertitudes, la nécessité de diversifier les débouchés extérieurs et de renforcer le commerce régional devient urgente. Le très faible niveau d'intégration commerciale au sein de la CEMAC (moins de 4 % des échanges) limite encore les capacités d'ajustement, mais le contexte actuel pourrait servir de catalyseur pour accélérer et dynamiser la transformation locale des matières premières. La hausse des droits de douane américains apparaît donc à la fois comme un choc et une opportunité. Elle interroge la soutenabilité de la relation commerciale avec les Etats-Unis, et partant, avec tous ses partenaires commerciaux, tout en incitant les autorités camerounaises à revaloriser la transformation locale des matières premières et à dynamiser le commerce intra-africain.

FINANCES PUBLIQUES

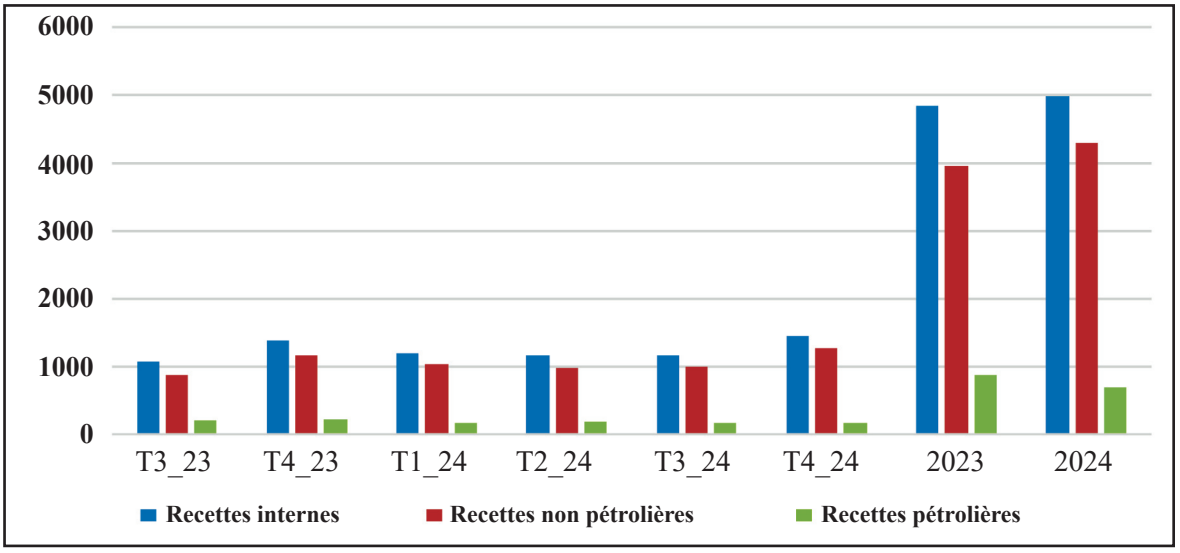
L'exécution du budget de l'Etat au quatrième trimestre et au terme de l'année 2024, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice 2023, fait apparaître : (i) une baisse des recettes pétrolières et ; (ii) une hausse globale des dépenses.

Ressources budgétaires : baisse imputable aux recettes pétrolières

Les ressources budgétaires totales recouvrées au cours du **quatrième trimestre 2024** s'élèvent à 1 610,7 milliards, en diminution de 144,9 milliards en glissement annuel. Elles comprennent 1 452,8 milliards de recettes internes et 157,9 milliards d'emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes augmentent de 66 milliards, tirées par les recettes non pétrolières (+104,2 milliards). Les recettes pétrolières, quant à elles, diminuent de 38,2 milliards pour se chiffrer à 177,3 milliards. Cette baisse résulte de la diminution de la redevance SNH (-12,2 milliards) et de l'impôt sur les sociétés pétrolières (-26,0 milliards).

Graphique 2 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)



Source : MINFI/DP

Au quatrième trimestre 2024, les recettes non pétrolières s'établissent à 1 275,5 milliards, en hausse de 104,2 milliards, tirées par l'augmentation des recettes fiscales. Suivant les grandes composantes : les recettes d'impôts et taxes se situent à 817,4 milliards, en hausse de 70,3 milliards ; les recettes des douanes s'élèvent à 327,8 milliards, en augmentation de 39,0 milliards. Les recettes non fiscales, quant à elles se chiffrent à 130,3 milliards et sont en baisse de 5,1 milliards.

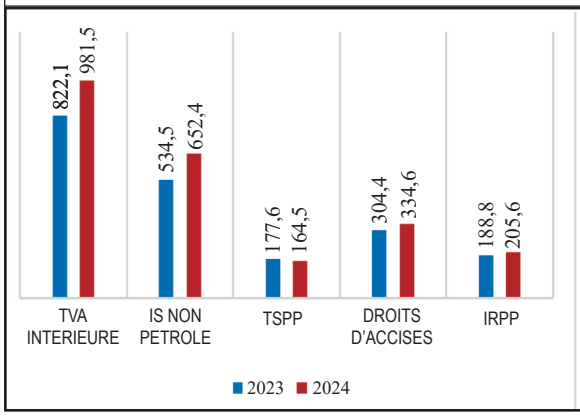
Les emprunts et dons mobilisés au cours du quatrième trimestre 2024 enregistrent une baisse de 210,9 milliards en glissement annuel pour se chiffrer à 157,9 milliards. Ils comprennent 127,4 milliards de prêts projets ; 21,4 milliards de dons ; 18,0 milliards d'appuis budgétaires et une émission nette de titres publics de -8,9 milliards.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 6 246,8 milliards, en hausse de 356,6 milliards par rapport à 2023. Cette hausse est principalement

attribuable aux recettes fiscales qui augmentent de 318,2 milliards pour s'établir à 3 962,8 milliards.

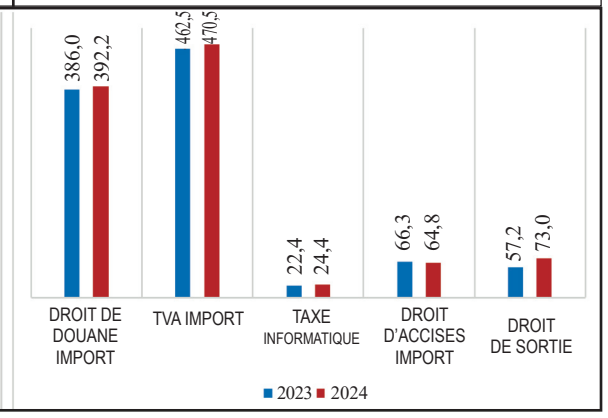
Les recettes budgétaires internes recouvrées s'établissent à 4 990,4 milliards, en augmentation de 147,9 milliards. Cet accroissement est attribuable uniquement aux recettes non pétrolières qui augmentent de 336,2 milliards.

Graphique 3 : Evolutions des principales composantes des recettes des impôts et taxes



Source : MINFI/DP

Graphiques 4 : Evolutions des principales composantes des recettes douanières



Source : MINFI/DP

Les recettes pétrolières se chiffrent à 688,7 milliards, en diminution de 188,3 milliards, avec la baisse des cours mondiaux du pétrole et de la production pétrolière. Elles comprennent 530,0 milliards de redevance pétrolière SNH et 158,7 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les recettes non pétrolières progressent de 336,2 milliards pour s'établir à 4 301,7 milliards. Cette augmentation s'observe sur les principales composantes.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 2 906,5 milliards, en hausse de 284,5 milliards. Cette hausse résulte de l'accroissement de la TVA (+159,4 milliards) ; de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+118,0 milliards) ; des droits d'accises (+30,2 milliards) et de l'IRPP (+16,8 milliards). A contrario, l'on enregistre une baisse des droits d'enregistrement et du timbre et de la TSPP, respectivement de 29,5 milliards et 13,1 milliards.

Les recettes douanières se chiffrent à 1 056,3 milliards et augmentent de 33,7 milliards, tirées par la hausse de la TVA à l'importation (+8,0 milliards) ; des droits de douane à l'importation (+6,3 milliards) ; de la taxe informatique (+2,0 milliards) et des droits de sortie (+15,8 milliards). Par contre, les droits d'accises à l'importation diminuent de 1,5 milliard.

Les recettes non fiscales s'établissent à 338,9 milliards. Elles progressent ainsi de 18,0 milliards.

Les emprunts et dons se chiffrent à 1 256,4 milliards, en hausse de 208,7 milliards, du fait de l'augmentation des autres emprunts (+442,0 milliards) et des prêts projets (+84,2 milliards). Les autres composantes enregistrent des baisses. Il s'agit notamment des dons (-54,6 milliards) ; des appuis budgétaires (-62,7 milliards) ; et des émissions nettes des titres publics (-200,1 milliards).

Tableau 11 : Evolution des recettes budgétaires (en milliards)

	4ème trim. 2023 (a)	4ème trim. 2024 (b)	Janv-déc 23 Réalisations (c)	Janv-déc 24 Réalisations (d)	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
					(b)/(a)	(d)/(c)	(b)/(a)	(c)/(d)
A- RECETTES INTERNES	***1386,8***	***1452,8***	***4842,5***	***4990,4***	**4,8**	**3,1**	**66,0**	**147,9**
I-Recettes pétrolières	**215,6**	**177,3**	**877,0**	**688,7**	**-17,7**	**-21,5**	**-38,2**	**-188,3**
1-Redevance SNH	146,8	134,6	622,8	530,0	**-8,3**	**-14,9**	**-12,2**	**-92,8**
2- IS pétrole	68,7	42,7	254,2	158,7	**-37,9**	**-37,6**	**-26,0**	**-95,5**
II- Recettes non pétrolières	**1171,3**	**1275,5**	**3965,5**	**4301,7**	**8,9**	**8,5**	**104,2**	**336,2**
1- Recettes Fiscales	**1035,9**	**1145,2**	**3644,6**	**3962,8**	**10,6**	**8,7**	**109,3**	**318,2**
a- Recettes des impôts et taxes	**747,1**	**817,4**	**2622,0**	**2906,5**	**9,4**	**10,9**	**70,3**	**284,5**
dont - IRPP	49,6	52,9	188,8	205,6	**6,6**	**8,9**	**3,3**	**16,8**
- TVA	259,4	320,7	822,1	981,5	**23,7**	**19,4**	**61,4**	**159,4**
- IS non pétrole	108,9	145,2	534,5	652,4	**33,3**	**22,1**	**36,3**	**118,0**
- Droits d'accises	74,8	83,2	304,4	334,6	**11,1**	**9,9**	**8,3**	**30,2**
- Droits d'enreg.et timbre	115,0	58,2	242,4	212,9	**-49,4**	**-12,2**	**-56,8**	**-29,5**
- TSPP	39,4	39,3	177,6	164,5	**-0,1**	**-7,4**	**-0,1**	**-13,1**
b- Recettes douanières	**288,8**	**327,8**	**1022,6**	**1056,3**	**13,5**	**3,3**	**39,0**	**33,7**
dont - Droit de douane import.	103,4	118,1	386,0	392,2	**14,2**	**1,6**	**14,7**	**6,3**
- TVA import.	127,0	145,2	462,5	470,5	**14,3**	**1,7**	**18,1**	**8,0**
- Taxe informatique	6,0	6,6	22,4	24,4	**10,3**	**8,8**	**0,6**	**2,0**
- Droits d'accises import.	17,8	18,6	66,3	64,8	**4,8**	**-2,3**	**0,9**	**-1,5**
- Droits de sortie	19,5	27,1	57,2	73,0	**39,4**	**27,5**	**7,7**	**15,8**
2- Recettes non fiscales	**135,4**	**130,3**	**320,9**	**338,9**	**-3,8**	**5,6**	**-5,1**	**18,0**
B- EMPRUNTS ET DONS	**368,7**	**157,9**	**1047,7**	**1256,4**	**-57,2**	**19,9**	**-210,9**	**208,7**
- Prêts projets	177,3	127,4	490,8	574,9	**-28,2**	**17,2**	**-49,9**	**84,2**
- Dons	25,8	21,4	139,4	84,8	**-17,1**	**-39,2**	**-4,4**	**-54,6**
- Appuis budgétaires	70,3	18,0	183,2	120,5	**-74,4**	**-34,2**	**-52,3**	**-62,7**
- Emission des titres publics nets	95,3	-8,9	234,3	34,2	**-109,3**	**-85,4**	**-104,2**	**-200,1**
- Autres Emprunts (y/c PARPAC et DTS)	0	0	0,0	442,0	**-**	**-**	**0,0**	**442,0**
TOTAL RESSOUR BUDGETAIRES	***1755,6***	***1610,7***	***5890,2***	***6246,8***	**-8,3**	**6,1**	**-144,9**	**356,6**

Source : MINFI/DP

Dépenses publiques : hausse globale

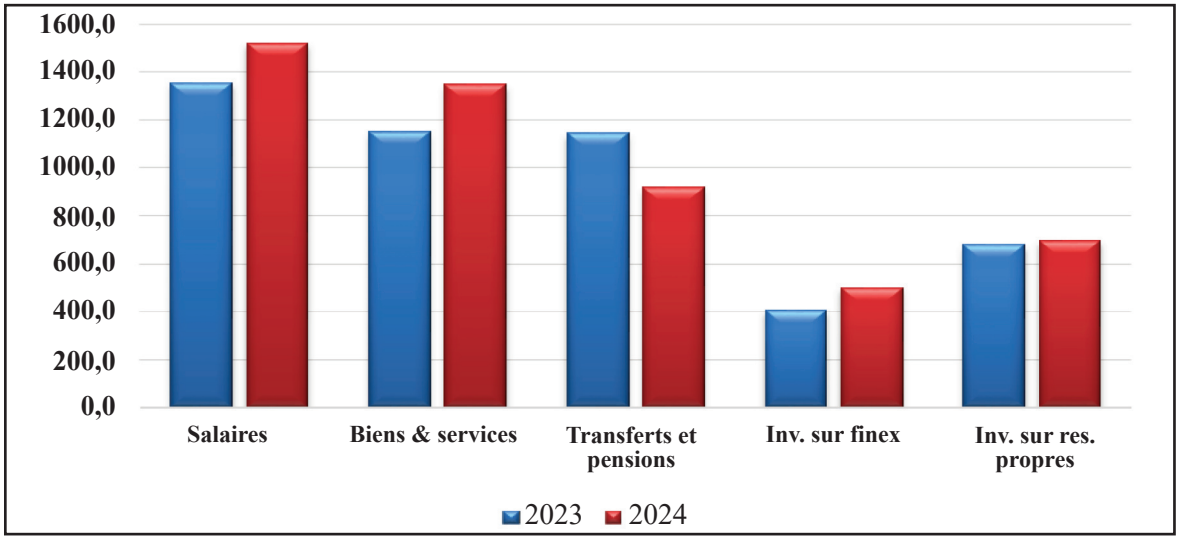
Au cours du quatrième trimestre 2024, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements effectuées s'élèvent à 2 145,1 milliards, en augmentation de 13,9% en glissement annuel. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 1 316 milliards, en hausse de 12,6%, du fait de l'évolution de ses composantes ainsi qu'il suit : les dépenses du personnel augmentent de 32,3 milliards pour se situer à 399,2 milliards ; celles des biens et services s'accroissent de 173,5 milliards pour se chiffrer à 689,7 milliards ; les transferts et pensions diminuent de 58,3 milliards pour s'établir à 227,2 milliards.

Les dépenses d'investissements sont en hausse de 29,3% et se chiffrent à 563 milliards. Sur financements extérieurs, ces dépenses diminuent de 8,1% pour se situer à 124,9 milliards. Sur ressources propres, elles augmentent de 33,1% pour s'établir à 371,8 milliards. Les dépenses de restructuration augmentent de 46,2 milliards pour se chiffrer à 66,2 milliards.

Le service de la dette publique est de 458,4 milliards, en augmentation de 82,4 milliards. Le service de la dette extérieure se chiffre à 177,3 milliards, dont 131,4 milliards d'amortissement du principal et 45,9 milliards d'intérêts. Le service de la dette intérieure s'élève à 281,1 milliards, dont 28,7 milliards d'intérêts ; 36 milliards d'amortissements du principal ; 7,2 milliards de remboursements de crédits TVA ; 209,3 milliards de paiements des instances de l'exercice 2023 et des arriérés antérieurs.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 7 060,5 milliards contre 6 715,7 milliards en 2023, soit une hausse de 344,8 milliards.

Graphique 5 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)

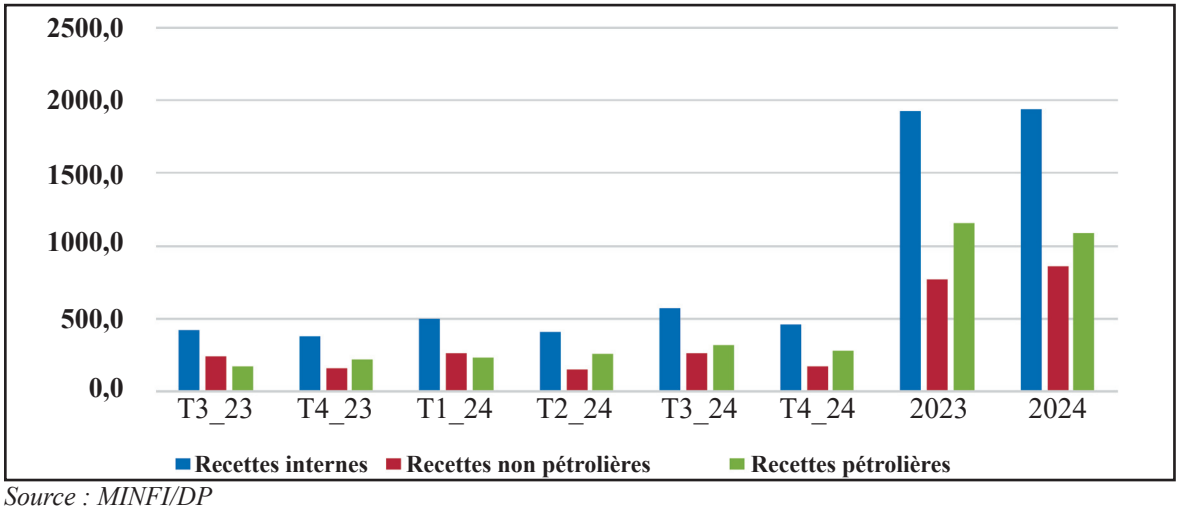


Source : MINFI/DP

Les dépenses courantes hors intérêts augmentent de 132,6 milliards et se situent à 3 789,8 milliards. Cette hausse résulte de l'évolution contrastée de ses composantes. En effet, les dépenses de personnel et les dépenses de biens et services croissent respectivement de 12,2% et 17,0% pour s'établir à 1 522,8 milliards et 1 349,4 milliards. Par contre, les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 917,7 milliards, en baisse de 20%.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 326,4 milliards, en hausse de 208,6 milliards. Les dépenses d'investissement sur ressources propres augmentent de 18,1 milliards pour s'établir à 698,2 milliards. Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs se chiffrent à 499,7 milliards, en hausse de 93,0 milliards. Les dépenses de restructuration s'élèvent à 128,5 milliards contre 30,9 milliards en 2023.

Graphique 6: Evolution du service de la dette publique (en milliards)



Source : MINFI/DP

Le service effectif de la dette publique augmente de 20,6 milliards (+1,1%) pour s'établir à 1 944,3 milliards. Il comprend 858,5 milliards de service de la dette extérieure et 1 085,8 milliards de service de la dette intérieure.

Le service effectif de la dette extérieure progresse de 86,9 milliards (+11,3%). Il comprend 251,2 milliards d'intérêts (+19,8%) et 607,3 milliards de principal (8,1%). Les paiements au titre du service de la dette intérieure s'élèvent à 1 085,8 milliards, soit une baisse de 66,4 milliards. Ces paiements comprennent 145,9 milliards d'intérêts ; 141,6 milliards d'amortissement ; 49,2 milliards de remboursement de crédits TVA, et 749,1 milliards de paiements des instances de l'exercice 2023 et des arriérés antérieurs.

Tableau 12 : Evolution des dépenses publiques (en milliards)

	4ème trim. 2023	4ème trim. 2024	Janv.-déc 2023	Janv.-déc 2024	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b)/(a)	(d)/(c)	(b)/(a)	(d)/(c)
I-Dépenses courantes	***1168,5***	***1316,0***	***3657,3***	***3789,8***	**12,6**	**3,6**	**147,5**	**132,6**
Dépenses de personnel	366,9	399,2	1357,0	1522,8	**8,8**	**12,2**	**32,3**	**165,9**
Dépenses de Biens & Services	516,2	689,7	1152,9	1349,4	**33,6**	**17,0**	**173,5**	**196,5**
Transferts et pensions	285,5	227,2	1147,4	917,7	**-20,4**	**-20,0**	**-58,3**	**-229,8**
II- Dépenses des investissements	**435,3**	**563,0**	**1117,8**	**1326,4**	**29,3**	**18,7**	**127,7**	**208,6**
Sur financements extérieurs	135,8	124,9	406,7	499,7	**-8,1**	**22,9**	**-10,9**	**93,0**
Sur ressources propres.	279,5	371,8	680,1	698,2	**33,1**	**2,7**	**92,4**	**18,1**
Dépenses de restructurations	20,0	66,2	30,9	128,5	**231,2**	**315,5**	**46,2**	**97,6**
III- Dépenses diverses à régulariser	-114,2	-192,3	0,0	0,0	**68,4**		**-78,1**	**0,0**
IV- Prêts nets (Prêts-Remboursements)	16,9	0,0	16,9	0,0	**-100,0**	**-100,0**	**-16,9**	**-16,9**
V- Service de la dette publique	**376,0**	**458,4**	**1923,7**	**1944,3**	**21,9**	**1,1**	**82,4**	**20,6**
Dette extérieure	158,5	177,3	771,5	858,5	**11,9**	**11,3**	**18,8**	**86,9**
Intérêts	35,0	45,9	209,7	251,2	**31,3**	**19,8**	**10,9**	**41,5**
Principal	123,5	131,4	561,8	607,3	**6,4**	**8,1**	**7,9**	**45,5**
Dette intérieure	217,5	281,1	1152,2	1085,8	**29,2**	**-5,8**	**63,6**	**-66,4**
dont - Intérêts	20,0	28,7	110,5	145,9	**43,5**	**32,1**	**8,7**	**35,4**
- Amortissement du principal	23,1	36,0	184,6	141,6	**55,7**	**-23,3**	**12,9**	**-43,0**
- Remboursement crédits de TVA	14,0	7,2	59,3	49,2	**-48,9**	**-16,9**	**-6,9**	**-10,0**
- arriérés intérieurs	160,4	209,3	797,8	749,1	**30,5**	**-6,1**	**48,9**	**-48,7**
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	***1882,5***	***2145,1***	***6715,7***	***7060,5***	**13,9**	**5,1**	**262,5**	**344,8**

Source : MINFI/DP

Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme de l'exercice 2024, le stock des arriérés de paiement s'accroît de 87,2 milliards. Cette hausse résulte des paiements de 419,0 milliards effectués sur les arriérés de l'exercice précédent et des exercices antérieurs, conjuguée à l'accumulation de 506,1 milliards d'instances nouvelles de l'exercice 2024.

Les opérations de l'Etat, reflétant les recettes et dons mobilisés, et les dépenses exécutées, dégagent un solde global base ordonnancements déficitaire de 438,5 milliards. Le solde primaire base ordonnancements s'établit à -90,3 milliards et, le solde primaire non pétrolier se situe à -779,0 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Trésor (PNT) vis-à-vis du système bancaire s'est détériorée de 108,0 milliards au terme de l'exercice 2024. Cette situation découle de l'effet conjugué de la détérioration de 66,4 milliards des positions vis-à-vis de la BEAC et de 108,5 milliards vis-à-vis des banques commerciales.

Tableau 13: Evolution des soldes budgétaires (en milliards)

SOLDE BUDGETAIRE	Fin déc. 2023	Fin déc. 2024
SOLDE PRIMAIRE GLOBAL NET*	130,7	-90,3
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER NET*	-746,4	-779
SOLDE GLOBAL NET*	-189,5	-438,5

*Source : MINFI/DP *Hors remboursement crédits TVA*

Encadré 5 : Les critères de performance du PEF 2021-2025

Le Cameroun a conclu en juillet 2021, avec le Fonds Monétaire International (FMI), un Programme Economique et Financier (PEF) sur la période 2021-2025, appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit, (MEDC). Les clauses dudit programme sont contenus dans deux documents, à savoir : (i) le mémorandum de politiques économique et financière, où sont recensées toutes les actions et mesures à prendre pour la stabilisation de l'économie nationale ; et (ii) le Protocole d'Accord Technique (PAT), qui recense toutes les définitions des termes techniques, détermine les modes de calcul des agrégats et indicateurs retenus pour le suivi du Programme, puis précise les délais et le calendrier de production et de transmission des données et rapports convenus. Ces deux documents contiennent notamment les repères structurels, les critères de performance quantitatifs, et les objectifs indicatifs autour desquels le cadrage du PEF est bâti.

Le suivi de la mise en œuvre du PEF est assuré par les missions de revue du FMI, qui évaluent pour chacune des années du programme, les performances à fin juin, à fin septembre et à fin décembre. Le PEF actuel a déjà connu huit revues. La huitième a eu lieu du 30 avril au 8 mai 2025. Lors des missions de revue, les équipes du FMI examinent notamment le niveau de respect par rapport aux cibles trimestrielles, des critères de performance quantitatifs et les objectifs indicatifs. Ces derniers font l'objet d'une annexe dans le Tableau de Bord des Finances Publiques (TABORD), qui est le principal outil utilisé pour l'évaluation des performances de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre du PEF.

L'on distingue quatre (4) critères de performance quantitatifs dans le PEF, à savoir : (i) le plancher du solde budgétaire primaire non pétrolier (base ordonnancements) ; (ii) le plafond du financement intérieur net de l'Administration centrale (hors financement FMI) ; (iii) le plafond du besoin net de financement de l'Administration centrale auprès de la Banque Centrale (hors financement du FMI) ; et (iv) le plafond de décaissement de la dette extérieure non concessionnelle.

Le **plancher du solde budgétaire primaire non pétrolier base ordonnancements** est le niveau minimum de solde budgétaire primaire non pétrolier qui doit être au moins réalisé, sinon dépassé, après l'exécution du budget de l'Etat au terme de la période sous revue. **Le solde budgétaire primaire non pétrolier** est défini comme la différence entre le solde budgétaire primaire et les recettes pétrolières. Le solde budgétaire primaire est égal au total des recettes et dons du Gouvernement **moins** le total des dépenses du Gouvernement et des prêts nets, **plus** le paiement des intérêts sur la dette.

Le **plafond du financement intérieur net de l'Administration centrale (hors financement du FMI)** est le seuil maximum à ne pas dépasser par le financement intérieur net du Gouvernement, en excluant le financement net du FMI, au terme de la période sous revue.

Le **plafond du besoin net de financement de l'Administration centrale auprès de la Banque Centrale (hors financement du FMI)** est le seuil maximum que ne devrait pas dépasser ce besoin net, au terme de la période sous revue. Ce dernier est défini comme la différence entre, d'une part, les créances de la BEAC sur le Gouvernement hors financement du FMI (notamment les soldes non remboursés des avances statutaires consolidées, le refinancement des obligations cautionnées, et les titres du Trésor détenus par la BEAC) et, d'autre part, les encaisses et le total des dépôts du Trésor auprès de la BEAC.

Le **plafond de décaissement de la dette extérieure non concessionnelle** indique le seuil maximum à ne pas dépasser au terme de la période sous revue, pour les emprunts contractés à l'extérieur qui ne comportent pas un élément don supérieur ou égal à 35 %. ***L'élément don*** est la différence entre la valeur nominale du prêt et sa valeur actuelle, exprimée en pourcentage de la valeur nominale. Ce plafond s'applique à la dette contractée dans le cadre du financement des projets, mais pas à pas à celle contractée du fait des opérations de gestion de la dette pour apurement des arriérés intérieurs.

L'on distingue également quatre (4) objectifs indicatifs (ou cibles indicatives) dans le PEF, à savoir : (i) le plancher sur les recettes non pétrolières ; (ii) le plancher des dépenses sociales de réduction de la pauvreté ; (iii) le plafond des interventions directes de la SNH ; et (iv) le plafond de l'accumulation nette d'arriérés de paiements intérieurs.

Le **plancher sur les recettes non pétrolières** est le niveau minimum que doit atteindre le total des recettes (fiscales et non fiscales) du Gouvernement au terme de la période sous revue, à l'exception des recettes pétrolières.

Le **plancher des dépenses sociales de réduction de la pauvreté** est le niveau minimum que doivent atteindre au terme de la période sous revue, les dépenses publiques inscrites dans le budget de l'Etat et portant sur des programmes prioritaires pour accélérer la réalisation des objectifs de développement social du Gouvernement. Ces dépenses incluent : (i) pour le secteur de l'éducation, les dépense totales des Ministères de l'éducation de base, des enseignements secondaires, et de l'emploi et de la formation professionnelle ; (ii) pour le secteur de la santé, les dépenses totales du Ministère de la Santé publique, incluant les dépenses liées au COVID-19 ; (iii) pour les autres secteurs sociaux, les dépenses courantes et en capital des Ministères du Travail et de la Sécurité sociale, de la Jeunesse et de l'éducation civique, des Affaires sociales et de la Promotion de la femme et de la famille ; (iv) les subventions des prix administrés (carburants à la pompe, électricité aux ménages) ; (v) les subventions du gaz et (vi) les dépenses liées au ***Projet filets sociaux***.

Le **plafond des interventions directes de la SNH** est le niveau maximum des interventions directes de la SNH, au terme de la période sous revue. Ces dernières sont des paiements d'urgence effectués par la SNH pour le compte du Gouvernement, essentiellement pour faire face à des dépenses exceptionnelles de souveraineté et de sécurité.

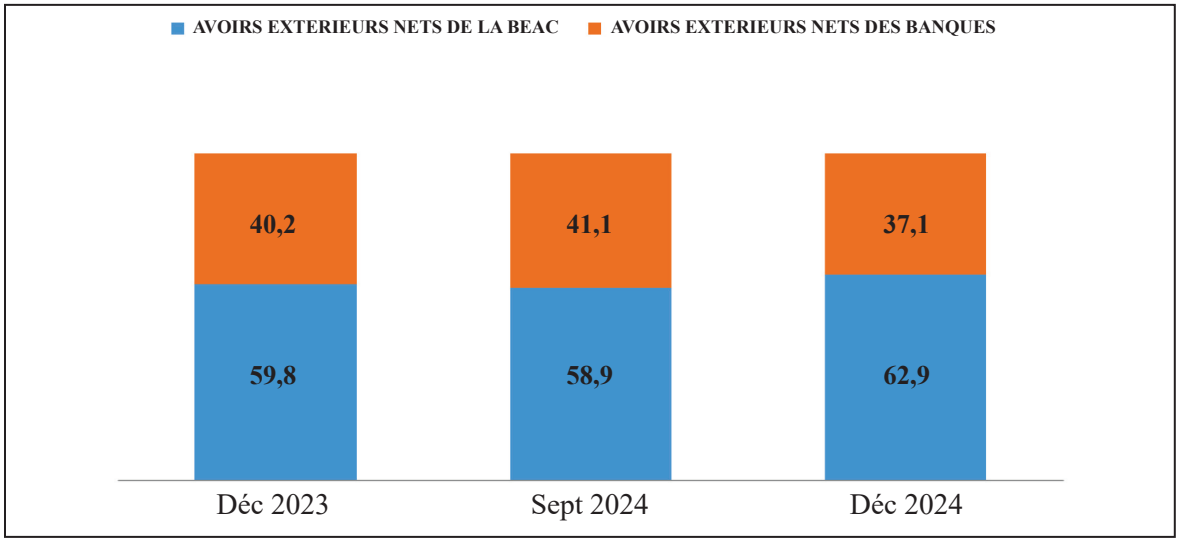
Le **plafond de l'accumulation nette d'arriérés de paiements intérieurs** est le niveau maximum d'accumulation nette d'arriérés intérieurs autorisée, au terme de la période sous revue. Ces derniers sont définis comme des obligations du Gouvernement au titre de la dette intérieure (principal et intérêts) qui n'ont pas été payés 30 jours après la date où elles étaient dues selon les termes de la convention (en tenant compte des périodes de grâce contractuelles). Ils excluent les arriérés de paiements sur des obligations financières extérieures du Gouvernement faisant l'objet de rééchelonnement.

SITUATION MONETAIRE

A fin décembre 2024, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 11 094,9 milliards, en hausse de 6% par rapport à fin septembre 2024. Cette évolution est consécutive à la progression des avoirs extérieurs nets, des créances nettes sur l'Etat, et des crédits à l'économie. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 7,8%.

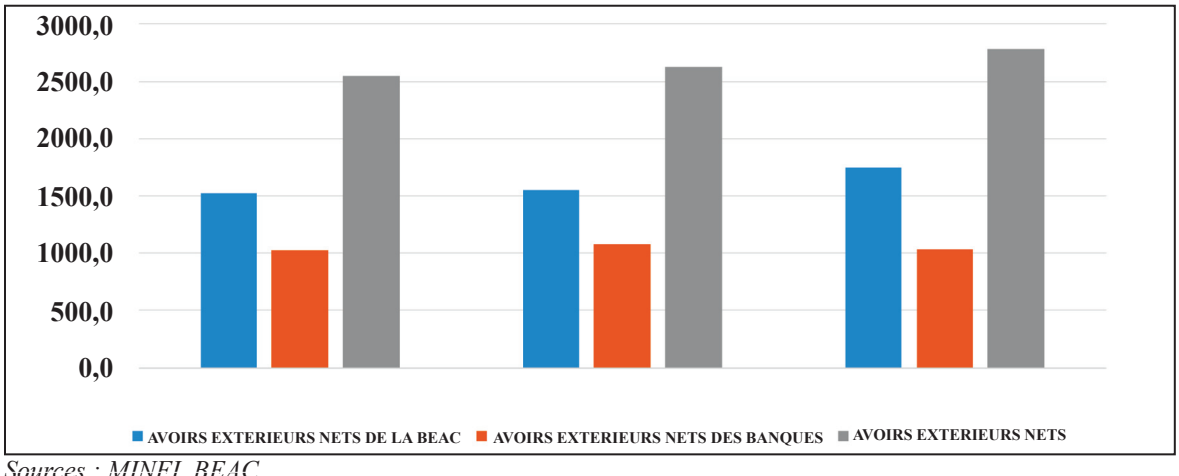
A fin décembre 2024, et par rapport à fin septembre 2024, les avoirs extérieurs augmentent de 5,9% pour s'établir à 2 785,6 milliards. Cette hausse est attribuable à l'amélioration des avoirs extérieurs nets de la BEAC (+13,1%), ceux des banques ayant baissé de 4,4%. La contraction des avoirs extérieurs nets des banques se justifie par la diminution, aussi bien des crédits accordés à la clientèle non résidente que de la valeur des titres de placement des banques commerciales.

Graphique 7 : Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en %)



Sources : MINFI, BEAC

Graphique 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin décembre 2024, le crédit intérieur se situe à 8 309,3 milliards, en hausse de 6,1% par rapport à fin septembre 2024. Cette évolution résulte de la progression des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie.

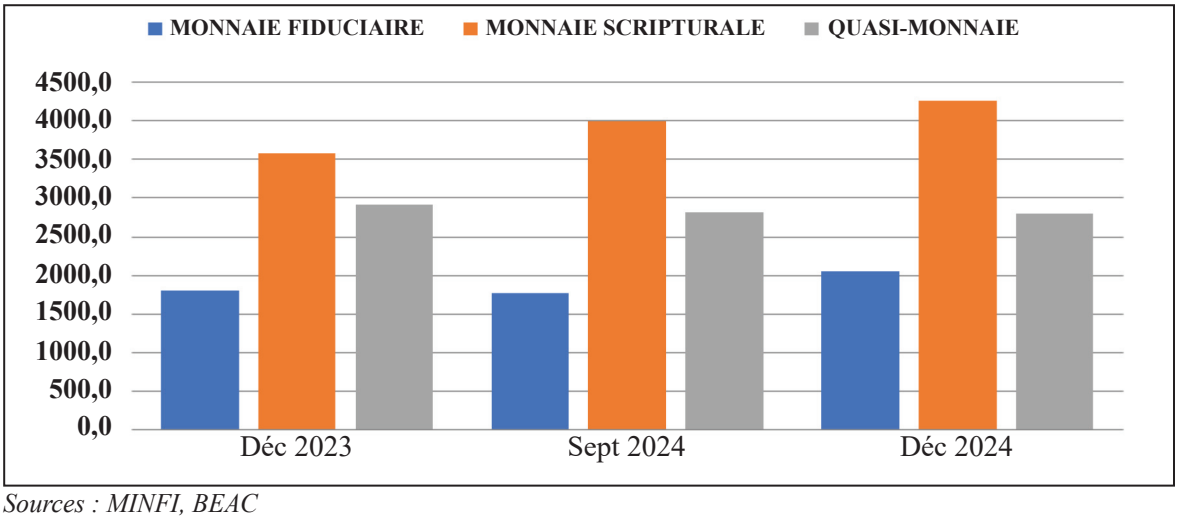
Les créances nettes sur l'Etat passent de 1 837,3 milliards à fin septembre 2024 à 2 009,5 milliards à fin décembre 2024. En lien avec cette évolution, la Position Nette du Gouvernement (PNG)[1] s'accroît de 9,4% pour se situer à 2 172,1 milliards, consécutivement à l'augmentation des avances des banques au Gouvernement. La PNG vis-à-vis des banques progresse, passant de 635,7 milliards à fin septembre 2024 à 706,2 milliards à fin décembre 2024. La PNG vis-à-vis du FMI augmente de 32,2 milliards pour se situer à 1 249,9 milliards, alimentée par les appuis budgétaires. La PNG vis-à-vis de la BEAC augmente également de 69,3 milliards pour se situer à 213,7 milliards.

Les crédits à l'économie progressent de 303,8 milliards (+5,1%) pour se situer à 6 299,8 milliards à fin décembre 2024. Cette évolution est tirée par les crédits aux *autres institutions bancaires non éligibles au refinancement*, qui passent de 15,7 milliards à 224,5 milliards. Les crédits au secteur privé non financier, principale composante du crédit à l'économie (88%), progressent de 2,9%. Par contre, les crédits aux entreprises publiques baissent de 13,0%.

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée réaffirme la prépondérance des crédits à court terme (56,5%). La part des crédits à moyen terme est de 40,2% et celle des crédits à long terme de 3,3%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 6,1% pour s'établir à 9 104,9 milliards à fin décembre 2024. Elle est composée de 22,6% de monnaie fiduciaire ; 46,7% de monnaie scripturale et 30,7% de quasi-monnaie.

Graphique 9 : Composantes de la masse monétaire (en milliards)



Sources : MINFI, BEAC

A fin décembre 2024, et par rapport à fin décembre 2023, la situation monétaire progresse de 7,8%. Elle se caractérise d'une part, par une hausse des crédits à l'économie (+17,6%) et des avoirs extérieurs nets (+9,7%) et d'autre part, par une baisse des créances nettes sur l'Etat (-15,7%). La PNG décroît de 8,4%, du fait de la baisse de la PNG vis-à-vis des banques et de la BEAC.

[1] La PNG est évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement d'autre part.

Les crédits à l'économie sont tirés par les crédits au secteur privé non financier (+13,9%), les crédits aux entreprises publiques (+7,1%) et les crédits aux autres institutions bancaires non éligibles au refinancement.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale, est largement supérieur au seuil réglementaire. Il se situe à 71,2% (70,4% dans la CEMAC) contre 72,9% il y a un an. Les réserves officielles de change du Cameroun sont évaluées à 3 245,3 milliards, contre 2 930,1 milliards il y a un an. Elles peuvent couvrir 5,7 mois d'importations de biens et services et représentent 43% des réserves de la CEMAC.

Tableau 14 : Situation monétaire large à fin décembre 2024 (en milliards de FCFA)

	Déc-23	Sept-24	Dec-24	Variations	
	a	b	c	c/b	c/a
TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	10 291,1	10 463,5	11 094,9	6,0	7,8
Avoirs extérieurs nets	2 550,6	2 630,2	2 785,6	5,9	9,2
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1525,7	1549,9	1753,3	13,1	14,9
dont : Compte d'opérations	2134,9	1962,4	2164,3	10,3	1,4
Avoirs en devises	734,0	987,0	1016,6	3,0	38,5
Recours aux crédits FMI	870,7	898,2	918,9	2,3	5,5
Avoirs extérieurs nets des BCM	1024,9	1080,3	1032,3	-4,4	0,7
Crédit intérieur (a+b)	7 740,5	7 833,3	8 309,3	6,1	7,3
Créances nettes sur l'Etat (a)	2 383,9	1 837,3	2 009,5	9,4	-15,7
Position nette du Gouvernement	2 371,6	1 984,6	2 172,1	9,4	-8,4
Autres créances nettes sur l'Etat	-59,1	-147,3	-162,6	10,4	-1 420,8
Créances sur l'économie (b)	5 356,6	5 996,0	6 299,8	5,1	17,6
Institutions bancaires en liquidation	0,0	0,0	0,0	10,5	31,3
Autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC	11,5	15,7	224,5	1 330,3	1 856,0
Institutions financières non bancaires	12,0	18,2	35,1	92,7	193,0
Entreprises publiques non financières	486,5	598,9	520,9	-13,0	7,1
Secteur privé non financier	4 846,7	5 363,2	5 519,4	2,9	13,9
TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE	10 291,1	10 463,5	11 094,9	6,0	7,8
Monnaie fiduciaire	1 802,3	1 774,4	2 053,7	15,7	13,9
Monnaie scripturale	3 572,4	3 995,7	4 256,8	6,5	19,2
BEAC	2,6	7,2	2,3	-67,6	-9,3
Banques créatrices de monnaie	3 540,1	3 951,9	4 219,2	6,8	19,2
Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	26,2	36,7	35,2	-4,0	34,2
Centre des chèques postaux (CCP)	3,5	0,0	0,0	#DIV/0!	-100,0
Disponibilités monétaires	5 374,7	5 770,1	6 310,4	9,4	17,4
Quasi-monnaie	2 920,5	2 811,6	2 794,5	-0,6	-4,3
Banques créatrices de monnaie	2 885,8	2 768,9	2 751,5	-0,6	-4,7
Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	34,7	42,7	42,9	0,6	23,6
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	8 295,2	8 581,7	9 104,9	6,1	9,8
Autres Postes Nets	1 995,9	1 881,8	1 990,0	5,8	-0,3

Source : BEAC

INFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES

Prix à la consommation finale des ménages

Au quatrième trimestre 2024, l'indice des prix à la consommation finale des ménages progresse de 1,2% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des prix de la plupart des postes de consommation notamment, les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,2%) et les « transports » (+1,2%).

L'augmentation des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est corrélative à la hausse des prix, notamment des « fruits » (+8,2%), des « légumes » (+4,3%), des « huiles et graisses » (+3,6%), des « viandes » (+1,7%), et des « laits, fromages et œufs » (+1,3%). Toutefois, la baisse des prix des « poissons et fruits de mer » (-4,2%) et la quasi stabilité des « pains et céréales » et des « sucres et confiture » ont contribué à freiner l'évolution d'ensemble.

L'accroissement des coûts de transport est consécutif aux hausses successives des prix de carburants de février 2023 et février 2024, qui ont eu des effets d'entrainement sur l'ensemble de l'économie.

Les prix des produits locaux augmentent de 2,2% par rapport au troisième trimestre 2024, tandis que ceux des produits importés sont quasi stables. Suivant les régions, on observe une augmentation des prix dans tous les chefs-lieux de région, avec des hausses de prix au-dessus de la moyenne nationale à Douala (+1,5%), Ebolowa (+1,5%), Maroua (+1,5%) et Buéa (+1,3%).

Au terme de l'année, l'inflation s'élève à 4,5%, dépassant certes le seuil de 3,0% fixé par la CEMAC, mais marquant un ralentissement de 2,9 points par rapport à 2023. Cette inflation est principalement alimentée par une augmentation de 5,5% des prix des produits alimentaires et de 12,3% des coûts de transport. Les autres fonctions de consommation ayant enregistré des hausses des prix ne dépassant pas 3,3%.

L'augmentation des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est liée notamment au renchérissement du prix des « légumes » (+11,5%) et des « fruits » (+9,1%), atténuée par la baisse enregistrée notamment sur les prix des « huiles et graisse » (-6,8%).

Sur le plan spatial, on observe une disparité des taux dans les chefs-lieux de région. La ville de Maroua enregistre le taux le plus élevé (7,0%), tandis que la ville de Garoua connait le taux le plus bas (3,0%).

Tableau 15 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (Base 100 année 2022)

Postes de dépenses	Poids	2023	4ème Trim. 2023	2024	3ème Trim. 2024	4ème Trim. 2024	Variations (en %)		
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(e)/(d)	(e)/(b)	(c)/(a)
I - Evolution suivant les fonctions de consommation									
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	**3 182**	110,9	113,7	116,9	118,2	120,8	2,2	6,3	5,5
Boissons alcoolisées et tabacs	**136**	103,4	104,1	105,9	106,1	107,0	0,8	2,8	2,4
Articles d'habillement et chaussures	**984**	104,3	105,7	107,0	107,0	107,9	0,8	2,1	2,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**1 289**	103,4	104,5	106,8	107,3	108,1	0,7	3,4	3,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	**510**	107,2	108,0	109,3	109,7	109,8	0,1	1,7	2,0
Santé	**478**	100,9	101,0	101,5	101,5	101,7	0,2	0,7	0,6
Transports	**1 127**	115,0	117,9	129,1	130,4	131,9	1,2	11,8	12,3
Communication	**459**	100,4	100,4	100,4	100,5	100,3	-0,2	-0,1	0,0
Loisirs et culture	**335**	101,9	102,6	102,7	102,8	103,0	0,3	0,4	0,8
Enseignement	**307**	103,2	104,5	105,2	105,5	106,1	0,6	1,5	1,9
Restaurants et hôtels	**669**	104,9	105,8	107,0	107,1	107,8	0,7	1,9	1,9
Biens et services divers	**524**	105,3	106,3	107,7	108,0	108,5	0,5	2,1	2,3
Indice Général	**10 000**	**107,4**	**109,1**	**112,2**	**112,9**	**114,2**	**1,2**	**4,7**	**4,5**
II - Evolution suivant l'origine des produits									
Produits locaux	**6 785**	108,1	110,0	113,2	114,0	115,3	2,2	6,4	5,6
Produits importés	**3 215**	105,6	106,7	109,8	110,3	111,4	0,2	1,1	1,1
III- Evolution suivant les chefs-lieux de région									
Yaoundé		107,3	108,8	111,6	112,3	113,1	0,7	4,0	4,0
Douala		107,7	109,8	113,2	113,8	115,5	1,5	5,2	5,1
Bafoussam		107,6	110,1	115,1	116,8	118,0	1,1	7,2	4,7
Bamenda		107,0	108,5	112,1	112,4	113,7	1,2	4,9	3,5
Garoua		106,9	108,3	111,9	112,6	113,8	1,0	5,1	3,0
Maroua		107,1	108,8	110,2	110,7	112,3	1,5	3,2	7,0
Ngaoundéré		107,3	108,7	112,3	113,0	114,3	1,1	5,1	3,5
Bertoua		108,4	110,9	112,2	112,7	114,0	1,2	2,8	3,8
Buéa		108,0	109,3	112,1	111,8	113,2	1,3	3,6	4,7
Ebolowa		106,0	106,8	109,6	110,6	112,3	1,5	5,1	4,7

Sources : INS, MINFI

Autres informations socio-économiques

Le 30 décembre 2024, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a présidé la cérémonie de lancement de la construction du complexe sidérurgique de Kribi qui s'étale sur une superficie de 50 hectares. Le complexe sera approvisionné en minerai de fer par la compagnie qui exploite le gisement de fer de Mbalam. Il est attendu une production moyenne d'un million de tonnes de fer par an.

Une nouvelle usine de transformation du cacao, Africa Processing Company, fruit d'une initiative privée locale, construite sur 3000 m^2 a été visitée le 19 décembre 2024 par le Ministre du commerce. D'une capacité de consommation de 16 tonnes de fèves de cacao par jour, l'usine produit de la pâte à tartiner, de la crème-dessert, de la compote de cacao-banane, de l'ananas enrobé de cacao et du charbon écologique.

Le Gouvernement a négocié le 09 décembre 2024, une baisse des prix du ciment avec certaines cimenteries. Le ciment 32,5R est désormais vendu à 4 300 frs le sac de 50 kilogrammes à Douala et 4 600 frs à Yaoundé. Quant au ciment 42,5R, le sac de 50 kg est vendu à 4 900 frs à Douala et 5 200 frs à Yaoundé.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures et de la sécurisation des recettes, le Gouvernement a mis fin, depuis le 15 novembre 2024, à l'utilisation du timbre fiscal sous sa forme physique sur certains documents administratifs, notamment la carte grise, les permis de conduire, de chasse et de port d'armes ainsi que certains actes notariés. Désormais, le timbre fiscal sera payé via la plateforme de la Direction Générale des impôts et la quittance de paiement numérique remplacera l'empreinte physique traditionnelle du timbre.

Depuis le 1er novembre 2024, l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL), a pris la résolution d'aligner les clients prépayés et les clients post payés, sur les mêmes tarifs en vigueur depuis 2012. En effet, dans le but d'inciter le plus grand nombre de clients à accepter de migrer au compteur prépayé, ENEO avait mis en place une tarification préférentielle.

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances

Directeur de publication Adjoint

YAOUBA ABDOULAYE, Ministre Délégué

Superviseur

NGAKOUMDA Gabriel, Chef de la Division de la prévision

Coordonnateur technique :

MOHAMADOU AMINOU, Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

Rédaction et relecture :

- NANA Jacques Barnabé, Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Extérieur ;
- LELE TAGNE Berlin, Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de l'Economie Réelle ;
- NKAKE EDINGUELE Zacharie, Chef de Cellule des Finances Publiques ;
- AWONO Frédéric, Chef de la Cellule Informatique ;
- DONGMO TSANGUE Christian, Chef de Cellule de la Balance des Paiements ;
- FORGWEI Festus NYOWEKE, Chef de Service des Affaires Générales ;
- ZIBI ATANGANA Jean Florian, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MENDOUGA Serge Hervé, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDOUMBE LOBE Benoit, Chargé d'Etudes Assistant ;
- TCHINDA Christine, Chargé d'Etudes Assistant ;
- LEKANE ZOLEFACK, Chargé d'Etudes Assistant ;
- TONYE Jacques, Chargé d'Etudes Assistant ;
- PENDA Simon Micarel, Chargé d'Etudes Assistant ;
- ABBA SANDJABE, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BANGUE Charles, Chargé d'Etudes Assistant ;
- KAMSEU Joseltine, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDIKWA Desmond, Chargé d'Etudes Assistant ;
- DAYWANE Sylvie épse MANDO, Chargé d'Etudes Assistant ;
- WAKAM Ignace, Chargé d'Etudes Assistant ;
- WAYANG, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDONGO René Carole épse ONANA, Chargé d'Etudes Assistant ;
- CHAJEU NANA Loïc, Cadre ;
- METSAMA Martin, Cadre ;
- HAMADOU DAOUDA, Cadre ;
- TABI MVE Guy Stéphane, Cadre
- NJI FIFEN NGANGUE Hussein, Cadre ;
- ABDOULKADRI VACHIMA, Cadre ;
- DONGMO GAPGHO Boris, Cadre.

Les versions actuelles et antérieures de cette note de conjoncture sont disponibles en français et en anglais sur les sites internet suivants *www.minfi.gov.cm* et *www.dgb.cm*